



VIVE LE PCF (MLM) !

Le XXe congrès du PCUS

Les contradictions en URSS au lendemain du XIXe congrès

À partir de 1952 – et non pas à partir de la mort de Staline le 5 mars 1953 – le PCUS est régi de manière collégiale, par une direction collective s'appuyant sur le Présidium du Comité Central, lui-même sévèrement encadré par le Comité Central.

Or, il restait un appareil centralisé par définition même, celui de l'appareil de sécurité d'État.

Il y a ici une contradiction qui s'est posée historiquement, de par l'erreur du XIXe congrès, qui considérait que le socialisme avait été instauré et que l'URSS rentrait dans la période d'édification du communisme.

Il ne pouvait pas y avoir en même temps une direction *collective* et un appareil de sécurité *centralisé* existant dans l'État et à côté du Parti. Tant la centralisation des services de sécurité autour d'une figure historique, Lavrenti Beria, que le maintien des camps de travail (donnant par définition une importance aux services de sécurité), rentrait en conflit avec la démarche lancée au XIXe congrès.

Celle-ci posait d'ailleurs la liquidation des camps de travail. Dans la même logique, la peine de mort avait été supprimée en 1947, mais finalement réinstaurée en 1950 devant les affaires d'espionnage.

Il fut donc décidé que la gestion des camps de travail devait passer au ministère de la justice. Une amnistie importante fut également décidée le 27 mars 1953.

Restait la question de l'appareil de sécurité au sens ouvert (telle la police) et celui au sens fermé (contre-espionnage). On en était alors à une fusion du MGB et du MVD – le ministère de la sécurité d'État et le ministère des affaires intérieures. Dans 12 républiques sur 15, ce fut le responsable du MGB qui passa responsable du MVD.

Mais il y a ici plus important encore : la République soviétique de Russie n'avait pas de MVD propre – c'était celui au niveau pansoviétique qui en assumait la fonction. C'est dire le caractère essentiel de son rôle, sa puissance.

L'une des premières décisions du MVD, désormais dirigé par Lavrenti Beria, fut une critique en règle, dans la *Pravda* du 4 avril 1953, du MGB pour son enquête sur le complot des médecins accusés d'avoir joué un rôle dans des accusations d'empoisonnement. Le MVD prétendit que les aveux avaient été forcés et que l'enquête n'avait pas été légale. Les médecins furent libérés, des

responsables du MGB arrêtés, l'informatrice de l'affaire, Lydia Timsshuk, se vit enlever l'ordre de Lénine reçu pour l'occasion.

Cette démarche fut très inattendue ; la revue de mars du *Komosomol* (la jeunesse communiste), sortie elle-même le 4 avril, contient ainsi un article de dénonciation de l'espionnage et célébrant l'exemple de Lydia Timsshuk.

Le 10 avril 1953, les *Izvestia* prolongèrent la remise en cause en affirmant qu'il s'agissait d'une initiative antisémite prenant comme prétexte un pseudo-complot de médecins juifs. La presse soviétique accusa parallèlement le style de travail de la direction du Parti en Géorgie, ce qui se prolongea par la suite. Il s'ensuivit une remise en cause de la purge de 1951-1952 et le rétablissement de ceux mis de côté.

On a là en fait une bataille factionnelle qui se jouait dans le Parti, avec le conflit entre le Parti passé sous direction collégiale et l'appareil de sécurité d'État resté centralisé.

La tension fut à son comble à l'occasion d'un opéra. Celui-ci, intitulé *Les décabristes*, relatait la révolte contre le tsar d'une partie de l'aristocratie. Le 27 juin 1953, tout le Présidium du PCUS y assistait, à l'exception de Lavrenti Beria et de deux membres suppléants, l'arménien Vladimir Bagirov et le russe Léonid Melnikov.

Dans la journée, plusieurs dizaines de tanks accompagnés d'autres véhicules militaires étaient arrivées par le train à Moscou et commençaient à se déployer dans la ville. Ce dispositif militaire connut une amplification dès la tombée de la nuit et cela jusqu'au 30 juin. Il semble que certaines unités dépendaient de l'appareil de sécurité d'État, d'autres de l'armée.

Cette situation, clairement de crise, fut également accompagnée par la suite d'au moins deux articles marquants. Le premier fut publié sans signature dans la *Pravda* du 4 juillet 1953 ; citant notamment Staline, il souligna l'importance de la direction collective, de la soumission des communistes à la volonté de la majorité du Parti.

Le second consista en l'éditorial des *Izvestia* du 7 juillet et s'appuyait sur *Les problèmes économiques du socialisme*, écrit par Staline à l'occasion du XIXe congrès de 1952, et expliquait qu'un dirigeant négligeant la théorie ne peut pas assumer sa fonction.

On peut considérer que le premier document représente la ligne de la direction collégiale du Parti, le second vraisemblablement de la ligne idéologique maintenue, soutenue par l'appareil de sécurité d'État, mais il est difficile d'y voir clair, car la journée de crise du 27 avait été précédé, la veille, de la liquidation du dirigeant de l'appareil de sécurité d'État, Lavrenti Beria.

La mort de Staline et la décapitation de l'appareil de sécurité d'État de l'URSS

Le 26 juin 1953, Lavrenti Beria était intercepté chez lui et immédiatement exécuté. Officiellement, il aurait été emprisonné pour passer en procès à la fin de l'année, étant condamné à mort et exécuté

seulement le 23 décembre.

C'est en réalité un coup de force contre l'appareil de sécurité d'État de l'URSS, dont Lavrenti Beria était à la tête.

On parle ici de la plus grande figure organisationnelle de l'URSS avec Joseph Staline, ces deux communistes faisant office de véritable tandem géorgien. Lavrenti Beria est à partir de la fin des années 1930 le principal responsable de la sécurité du pays, jouant un rôle de premier plan dans la guerre mondiale, notamment comme responsable des services de contre-espionnage du SMERSH (acronyme de « mort aux espions ! »).

Au moment de sa mort, Lavrenti Beria était membre du Présidium du Comité central du PCUS, premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, ministre des affaires intérieures, héros du travail socialiste, maréchal de l'Union soviétique, responsable du programme atomique soviétique. C'est également lui qui, sur la place rouge, fut l'un des trois orateurs de l'oraison funèbre pour Joseph Staline, le 9 mars 1953.

L'accusation, fantasmagorique, veut qu'il ait été un espion à la solde de l'impérialisme ayant tenté de monter un coup d'État par l'intermédiaire des services secrets ; tout cela serait étayé par de nombreux documents du procès et même un long « aveu ».

À cela s'ajoute l'accusation d'avoir soi-disant régulièrement enlevé des femmes pour les violer et ensuite les faire fondre à l'acide sulfurique dans sa salle de bains ou bien les broyer dans un concasseur de pierres !

On a ici une véritable opération militaire accompagné d'une campagne d'intoxication psychologique, qui a commencé dès le lendemain de la mort de Staline, le 5 mars 1953, et qui vise à la destruction de l'appareil de sécurité.

A.A. Epyshev, vice-ministre de la Sécurité d'État de l'URSS, est démis de ses fonctions le 11 mars 1953. B.C. Ryasnoy, sous-ministre de la Sécurité d'État de l'URSS et dirigeant de la seconde direction principale chargée du contre-espionnage, responsable de la garde personnelle de Staline depuis mai 1952, est démis le même jour.

S.R. Savchenko, sous-ministre de la Sécurité d'État de l'URSS et dirigeant de la première direction principale chargée du renseignement, est démis le 17 mars 1953.

Cette liste est encore longue et concerne en fait les hauts cadres de la sécurité d'État. Car, en décembre 1952, le PCUS a voulu la fusion du ministère de la sécurité d'État et de celui des affaires intérieures et c'est Lavrenti Beria qui prit la tête de la nouvelle structure au moment de la mort de Staline. Or, il semble à peu près clair que Staline n'a pas eu une mort naturelle et Lavrenti Beria avait commencé une enquête, qui eut immédiatement comme réponse son exécution.

De plus, Lavrenti Beria était devenu le chef de file de l'application de la légalité socialiste dans l'esprit de la constitution de 1936. Il avait déjà souligné cette dimension lors de l'oraison funèbre de Staline et avait promulgué un ordre secret, le 4 avril 1953, appelant à l'interdiction de « l'utilisation

de mesures coercitives et d'influence physique par la police dans les organes du ministère de l'Intérieur ».

L'ordre souligne le point suivant :

« Ces méthodes vicieuses d'enquêtes orientaient les efforts du personnel opérationnel sur le mauvais chemin et l'attention des organes de sécurité de l'État était détournée de la lutte contre les véritables ennemis de l'État soviétique. Je commande d'interdire strictement l'utilisation de mesures coercitives et d'influence physique par la police dans les organes du ministère de l'Intérieur ; dans le cadre de l'enquête, respectez scrupuleusement les normes du code de procédure pénale (...).

Familiariser toute la structure opérationnelle des organes du ministère de l'Intérieur avec cet ordre et avertir qu'à partir de maintenant, non seulement les auteurs directs, mais également leurs dirigeants seront tenus responsables des violations du droit soviétique. »

L'affirmation de cette légalité étatique était un obstacle fondamental pour le Présidium du PCUS. En effet, si l'on suivait les dispositions du XIX congrès de 1952, il n'y avait plus de secrétaire général, simplement une direction collective devant assurer l'édification du communisme, c'est-à-dire gérer au mieux les forces productives.

Or, si cela était faux idéologiquement, il restait une base : si le Parti basculait dans une démarche incorrecte, il restait l'appareil d'État pour contre-balancer la chose. Celui-ci continuait de fonctionner selon les principes établis.

Il fallait donc absolument le démanteler du point de vue de la clique formée principalement de Nikita Khrouchtchev, Léonid Brejnev, Mikhaïl Souslov... qui entendait diriger le pays par en haut et non pas simplement avoir une fonction « administrative » comme le formulait le XIXe congrès de 1952.

La liquidation de nombreux cadres de la Sécurité d'État dès la mort de Staline culmina donc en l'exécution de Lavrenti Beria, ainsi que celle de plusieurs très hauts responsables condamnés lors du même procès fictif :

- Leo Vlodziimirsky, alors dirigeant de l'unité d'enquête sur les affaires particulièrement importantes du ministère de l'intérieur ;
- Vsevolod Merkulov, alors ministre du Contrôle de l'État de l'URSS (1950-1953), responsable de la direction principale de la sécurité de l'État du NKVD de l'URSS de 1938 à 1941, général depuis 1945, commissaire du peuple (puis ministre) de la Sécurité de l'État de l'URSS (1941, 1943-1946);
- Vladimir Dekanozov, alors ministre des affaires intérieures de Géorgie, membre du Comité central du PCUS (b) de 1941 à 1952, ancien responsable adjoint de la direction principale de la sécurité de l'État du NKVD de l'URSS, ancien commissaire populaire adjoint aux affaires étrangères et représentant extraordinaire et plénipotentiaire de l'URSS en Allemagne (1940-1941);
- Bogdan Kobulov, alors premier sous-ministre des Affaires intérieures de l'URSS, après avoir été

une figure clef du NKVD pour plusieurs postes, notamment chef de l'unité d'enquête du NKVD de l'URSS , puis chef de la direction économique principale du NKVD de l'URSS (1938-1939) ;

- Sergey Goglidze, alors figure du ministère des affaires intérieures de l'URSS et responsable de la 3e direction (contre-espionnage dans l'armée et la marine soviétiques), notamment ancien vice-ministre de la sécurité d'État, ancien dirigeant du troisième département (contre-espionnage militaire) du ministère de la Sécurité d'État, ancien responsable de la direction principale pour la protection des chemins de fer et du transport par voie navigable du ministère de la Sécurité de l'État de l'URSS, ancien commissaire du peuple aux affaires intérieures de l'URSS, ancien chef du bureau du NKVD de la République socialiste soviétique de Géorgie, ancien ministre de la Sécurité d'État d'Ouzbékistan ;

- Pavel Meshik, alors ministre de l'Intérieur de la République socialiste soviétique d'Ukraine et chef adjoint de la 1re Direction principale du Conseil des ministres de l'URSS (chargé de la construction de la bombe atomique), notamment ancien chef adjoint de la direction principale du SMERSH, ancien dirigeant du département des enquêtes de la direction économique principale du NKVD de l'URSS, ancien dirigeant premier département (commissariats industriel et alimentaire) de l'institution d'État du NKVD ;

Tant Lavrenti Beria que les autres responsables ont été incinérés après leur exécution.

Le PCUS et l'explication officielle de « l'affaire Beria »

Le coup de force contre la tête de l'appareil de sécurité d'État empêchait une initiative de l'État socialiste dans son rapport au Parti. Il est évident que de hauts responsables militaires ont joué un rôle, puisque des forces armées sont intervenues au Kremlin et que la clique de Nikita Khrouchtchev a été clairement appuyée par l'armée durant cette période.

De fait, l'armée qui joua un rôle toujours subordonné à l'appareil de sécurité d'État en URSS s'est vue confier un rôle prééminent par la suite, avec un immense appareil militaro-industriel engloutissant une partie faramineuse des richesses du pays. Dans les années 1980, le complexe militaro-industriel représentait 25 % du PIB et les 3/4 des recherches et développement.

Cette décapitation de l'appareil de sécurité d'État est donc à considérer comme la grande opération contre le principal verrou barrant la route à la prise du contrôle du pays par le Présidium du PCUS.

Il faudra par ailleurs plus de dix jours avant qu'une explication de l'affaire soit produite par le PCUS. Une fois cette explication faite, Lavrenti Beria servit de bouc-émissaire, avec toutefois une extrême prudence pour le procès.

On apprit ainsi seulement le 16 décembre que l'enquête à son sujet était terminée et le 24 décembre, il fut annoncé que Lavrenti Beria avait été jugé et exécuté la veille. Là encore, la presse soviétique n'aborda la question que très brièvement.

On a ainsi tous les ingrédients d'un coup d'État et cela se lit jusqu'à la résolution de la session du

Comité Central du PCUS intitulé « À propos des actions criminelles anti-Parti et anti-État de Beria », adoptée à l'unanimité le 7 juillet 1953.

La résolution ne traite qu'en partie de « l'affaire Beria », posant concrètement une véritable base idéologique nouvelle. La restructuration continua par ailleurs par la suite. Le personnel dirigeant de républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan connut une purge dans l'année qui suivit, pour « manquement » au « caractère collégial » dans la gestion de la direction.

Serge Krouglov, nommé ministre des affaires intérieures après la liquidation de Lavrenti Beria, fut lui-même mis de côté à la veille du XXe congrès.

Pour également bien asseoir son coup, le Comité Central du PCUS produisit un document particulièrement long, réservé aux cadres, devant être étudié toujours sous supervision. Il consistait en une sorte de biographie détaillée accusant Lavrenti Beria de crimes aux différentes époques de sa vie.

Le PCUS, les deux factions et l'explication officielle de « l'affaire Beria »

Voici les principaux extraits du début de la résolution de la session du Comité Central du PCUS intitulé « À propos des actions criminelles anti-Parti et anti-État de Beria », adoptée à l'unanimité le 7 juillet 1953.

C'est un document d'autant plus important qu'il ne parle que dans une partie de « l'affaire Beria », cherchant en même temps à donner une certaine définition de l'URSS, avec déjà un pas largement fait en direction du XXe congrès.

Le début de la résolution ne parle ainsi pas du tout de Lavrenti Beria, mais se concentre sur une « évaluation » de la situation de l'URSS.

Les points 1 et 2 relèvent du même esprit que le XIXe congrès et ne disent pas des choses différentes sur le fond. Il y a deux systèmes, l'un se renforce, l'autre s'effondre, etc.

« Après avoir entendu et discuté du rapport du camarade G.M. Malenkov sur les actions criminelles anti-Parti et anti-État de Béria, l'assemblée plénière du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique établit :

1. A la suite de la mort de J.V. Staline, l'ensemble du monde bourgeois tablait sur l'affaiblissement de l'État soviétique, sur la division et la confusion qui régneraient dans la direction de notre Parti et de notre État, sur l'affaiblissement des liens du Parti avec le peuple. Mais ces calculs des ennemis ont été renversés.

Le Comité central du Parti au cours des quatre mois qui ont suivi la mort de J.V. Staline a assuré la direction ininterrompue et appropriée de toute la vie du pays, a très bien réuni le Parti et le peuple autour des tâches de construction du communisme, de renforcement du pouvoir économique et de défense de notre pays et d'amélioration continue des kolkhoziens, de l'intelligentsia, de tous les peuples soviétiques.

En appliquant les décisions du 19e Congrès du PCUS, le Parti assura une puissante poussée dans tous les secteurs de l'économie nationale.

La nouvelle initiative de paix lancée par le gouvernement soviétique a permis de renforcer davantage la position internationale de l'URSS, de renforcer l'autorité de notre pays et de renforcer considérablement le mouvement mondial pour la préservation et la consolidation de la paix.

2. Les succès de l'Union soviétique dans la construction du communisme, la progression constante sur la voie du socialisme dans les pays de démocratie populaire en Europe, ainsi que la puissante reprise de l'économie et de la culture de la grande République populaire de Chine, le développement du mouvement ouvrier dans un certain nombre de pays capitalistes et la lutte de libération nationale dans de nombreux pays - tout cela signifie une augmentation considérable de la force et du pouvoir du camp démocratique et du mouvement de libération mondiale.

Dans le même temps, dans le camp impérialiste, la crise générale du capitalisme et l'affaiblissement de l'ensemble du système capitaliste se sont aggravés, de même que les difficultés économiques, le chômage, les coûts élevés et l'appauvrissement des travailleurs. En raison de l'expansion effrénée de l'impérialisme américain et de la dictature impudente de son côté vis-à-vis de ses partenaires plus faibles et de ses satellites, les contradictions au sein du camp capitaliste s'aggravent.

Ainsi, tout le cours du développement mondial témoigne de la croissance constante des forces de la démocratie et du socialisme, d'une part, de l'affaiblissement général des forces du camp impérialiste, de l'autre, qui suscite une profonde inquiétude parmi les impérialistes et provoque une vive activation des forces impérialistes réactionnaires, leur désir fébrile de saper la puissance croissante des forces internationale du camp de la paix et due socialisme, et surtout sa force dirigeante - l'Union soviétique.

Cela se traduit par la course effrénée aux armements des pays capitalistes, par des aventures militaires, par des tentatives de pression accrue sur l'URSS, par l'organisation de toutes sortes de provocations et de sabotages dans les pays du camp démocratique, pour lesquels des centaines de millions de dollars sont alloués. Les impérialistes cherchent un soutien dans les pays de démocratie et de socialisme sous la forme de divers renégats et d'éléments en décomposition, et intensifient les activités subversives de leurs agents.

Les points 3 et 4 sont très révélateurs de parce qu'ils expriment le point de vue de deux factions différentes.

Ils correspondent à des critiques de la situation, et ce :

- pour le point 3 dans l'esprit de Georgi Malenkov (comme quoi il faut renforcer la production de biens de consommation),

- pour le point 4 dans l'esprit de Nikita Khrouchtchev (comme quoi il faut « rétablir » la direction collective).

Le point 4 contient déjà les fondements de la dénonciation du « culte de la personnalité ».

3. Le pays soviétique, doté d'un pouvoir indestructible et de forces créatrices, avance avec succès sur la voie de la construction du communisme. Nous avons une industrie socialiste puissante, une industrie lourde complètement développée, qui est à la base des fondements d'une économie socialiste. Notre secteur de l'ingénierie est en forte progression, fournissant à tous les secteurs de l'industrie, des transports et de l'agriculture une technologie moderne (...).

Tous ces succès dans le développement de l'économie socialiste et dans la construction culturelle sont devenus possibles grâce à la forte alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie collective, à l'amitié croissante des peuples de l'URSS, à la consolidation constante de l'unité morale et politique du peuple soviétique et à la mise en œuvre cohérente des politiques élaborées par le Parti communiste.

Avec tout cela, comme avant, le Parti ne doit pas sous-estimer les difficultés et les faiblesses existantes dans notre construction économique et culturelle.

Nous ne devons pas oublier que notre pays a traversé les plus grandes épreuves causées par la guerre, qui a dévasté la plus grande partie du pays et fait de nombreuses victimes.

Au fil des ans, il a fallu déployer des efforts considérables pour guérir les blessures graves et éliminer les effets de la guerre.

Il faut admettre que nous avons de nombreuses entreprises industrielles en retard et même des industries individuelles. De nombreuses fermes collectives et des zones agricoles entières sont en mauvais état. Les rendements des cultures et la productivité du bétail sont faibles et ne correspondent pas à l'augmentation des équipements techniques de l'agriculture et aux opportunités inhérentes au système de la ferme collective. De ce fait, nous ne répondons toujours pas suffisamment aux besoins matériels croissants et aux besoins culturels de notre population.

Nous ne pouvons pas non plus ignorer le fait qu'avec l'abolition des classes exploiteuses dans notre pays, les vestiges du capitalisme dans l'esprit des gens sont loin d'avoir disparus et qu'il existe de graves lacunes en matière d'éducation communiste du peuple soviétique.

Ce serait oublier les fondements du marxisme-léninisme si nous cessions de compter sur le fait qu'il existe un environnement capitaliste qui envoie ses agents parmi nous, à la recherche de personnes prêtes à trahir les intérêts de la Patrie et à remplir les tâches incombant aux impérialistes pour saper la société soviétique.

4. Notre parti est la force organisatrice et inspirante de la société soviétique. Grâce à la bonne direction du Parti, le peuple soviétique a remporté des victoires historiques dans le monde en faveur de la construction d'une société communiste.

Cependant, les activités de notre parti présentent des lacunes importantes, à la fois dans un certain nombre de secteurs de la construction économique et dans le domaine de

l'éducation communiste des travailleurs.

Il faut bien admettre que nous avons de graves lacunes dans le respect des normes établies par le grand Lénine, des principes bolcheviques de la direction du Parti.

Au fil des ans, nous avons accumulé d'importantes anomalies dans ce domaine. Il n'est pas justifié que sept ans seulement après la fin de la guerre et 13 ans après le 18ème Congrès, le 19ème Congrès du parti ait été convoqué. Pendant plusieurs années, les assemblées plénières du Comité central du parti ne se sont pas réunies.

Pendant longtemps, le Bureau Politique n'a pas fonctionné normalement. Les décisions sur les questions les plus importantes du travail d'État et de la construction économique étaient souvent prises sans une étude préalable appropriée et sans discussion collective au sein des principaux organes du parti, comme le prévoyait la Charte du parti.

En raison de telles anomalies dans l'organisation des activités du Comité central, le travail collectif n'a pas été assuré, de même que la critique et l'autocritique. La présence de telles anomalies conduisait en fait parfois à des décisions insuffisamment étayées et à une diminution du rôle du Comité central en tant qu'organe de direction collective du parti.

À cet égard, il convient également de reconnaître qu'il est anormal que la propagande de notre parti au cours des dernières années s'écarte de la conception marxiste-léniniste de la question du rôle de l'individu dans l'histoire.

Cela s'est traduit par le fait que, au lieu d'expliquer correctement le rôle du Parti communiste en tant que véritable moteur de l'édification du communisme dans notre pays, la propagande du parti s'est souvent perdue dans le culte de la personnalité, ce qui a entraîné une diminution du rôle du parti et de son centre, des activités créatrices des masses du parti et des larges masses du peuple soviétique.

Cette orientation du travail de propagande est en contradiction avec les dispositions bien connues de Marx sur le culte de la personnalité. »

L'explication officielle de « l'affaire Beria » et le rejet de l'appareil de sécurité de l'Etat

La résolution du PCUS sur « l'affaire Beria » expose donc tout d'abord le contexte général, dans l'esprit du XIXe congrès (points 1 et 2), avant de passer à un examen critique, le point 3 reprenant *les thèses de Georgi Malenkov*, le point 4 *celles de Nikita Khrouchtchev*.

Les points 5 et 6 présentent la rencontre des points 3 et 4, puisque Lavrenti Beria se voit accusé d'avoir voulu nuire au Parti (dont Nikita Khrouchtchev est à la tête en pratique), ainsi qu'au gouvernement (dont Georgi Malenkov est à la tête).

Et s'il a pu faire cela, c'est parce qu'il a dirigé l'appareil de Sécurité d'État. La liste des accusations affabulatrices tourne systématiquement autour de cet aspect.

« 5. Il faut tenir compte de la particularité de la position du Parti Communiste dans le système de l'État soviétique. Notre Parti est le seul parti du pays et, de plus, il joue le rôle de chef indiscutable dans les orientations de l'État socialiste. La direction du Parti est une condition déterminante pour la force et la stabilité du système soviétique.

Dans le même temps, il convient de rappeler que la position de monopole du Parti a aussi ses côtés obscurs lorsque la vigilance révolutionnaire dans nos rangs contre l'ennemi de classe est affaiblie.

Nous oublions souvent que les ennemis, se déguisant habilement en communistes, ont essayé et essaieront d'infiltrer le Parti en faveur de leurs objectifs ennemis, de leur carrière et de leurs fonctions subversives en tant qu'agents des puissances impérialistes et de leurs services de renseignements.

6. A cet égard, le Plenum du Comité central estime nécessaire d'attirer l'attention de la partie au cas de Béria, exposée par le Présidium du Comité central en tant qu'agent de l'impérialisme international.

Comme vous pouvez le voir maintenant, Beria, se déguisant intelligemment, avec diverses fraudes de carrière, a gagné la confiance de J.V. Staline.

Les activités criminelles anti-Parti et anti-État de Beria, profondément cachées et déguisées pendant la vie de J.V. Staline, commencèrent à se déployer pas à pas après sa mort, lorsque les ennemis de l'État soviétique intensifièrent leurs activités anti-soviétiques subversives. Devenu impudent et sans bornes, Beria a récemment commencé à révéler son vrai visage d'ennemi du Parti et du peuple soviétique.

Quels étaient les actes criminels et les desseins perfides de Beria?

Après la mort de J.V. Staline, le Comité central et son Présidium avaient pour principale préoccupation de veiller à l'unité de la direction du Parti et du gouvernement, sur la base des principes marxistes-léninistes, afin de mener à bien les tâches fondamentales de l'édification d'une société communiste.

Par des actions intrigantes insidieuses, Beria a essayé de diviser et de séparer le noyau dirigeant léniniste-stalinien de notre parti, de discréditer tant les dirigeants du Parti que du gouvernement, afin de renforcer son « autorité » et de réaliser ses projets criminels anti-soviétiques.

Après avoir occupé le poste de ministre de l'Intérieur de l'URSS, Beria a tenté d'utiliser l'appareil du ministère de l'Intérieur afin de déployer sa fraude pénale pour s'emparer du pouvoir. En tant que vil provocateur et ennemi du parti, il a commencé par tenter de placer le ministère de l'Intérieur au-dessus du Parti et du gouvernement, en utilisant les organes du ministère de l'Intérieur au centre et dans les localités contre le Parti et ses dirigeants, contre le gouvernement de l'URSS.

Béria a utilisé les gardes des membres du Présidium du Comité central pour espionner les dirigeants du Parti et du gouvernement. Il a établi la procédure concernant les

rapports obligatoires de ses agents sur la localisation des dirigeants du Parti et du gouvernement et sur qui ils rencontrent; une écoute et l'enregistrement de leurs conversations téléphoniques, etc. ont été organisés.

Comme cela a maintenant été prouvé, Beria a réintégré le personnel du ministère de l'Intérieur contre le Parti en exigeant qu'ils se considèrent comme indépendants du parti.

Ainsi, Beria a enfreint de manière criminelle le décret du 4 décembre 1952 du Comité central du PCUS, « Sur la situation du MGB [ministère de la sécurité d'État] », adopté durant la vie de J.V. Staline et avec sa participation, qui soulignait la nécessité de « mettre fin de manière décisive aux activités incontrôlées des organes du ministère de la Sécurité de l'État et de placer leur travail au centre et dans les localités sous le contrôle systématique et constant du parti. »

De plus, Beria, en le cachant au Comité central et au gouvernement, a ordonné aux organes locaux du ministère de l'Intérieur de contrôler les organisations du Parti, de fabriquer de faux documents sur les travailleurs du Parti, ainsi que sur les organisations du Parti et soviétiques.

Les honnêtes communistes, employés du ministère de l'Intérieur, qui considéraient que ces attitudes anti-parti étaient fausses, Béria les a soumis à la répression. Ainsi, par exemple, le chef du département du ministère des Affaires intérieures de la région de Lviv [en Ukraine], le camarade Strokach seulement parce qu'il a informé le secrétaire du comité régional du Parti de Lviv de l'ordre qu'il avait reçu pour recueillir des données négatives sur le travail des organisations du parti et des cadres du parti, a été renvoyé par Beria en juin 1953, avec menace de l'arrêter et de l'envoyer dans dans un camp.

Biffant de manière criminelle les exigences de la Charte du parti concernant la sélection de cadres pour leurs qualités politiques et effectives, Beria a nommé des employés du ministère de l'Intérieur sur la base de sa loyauté personnelle à son égard, sélectionner des personnes suspectes étrangères au Parti, en même temps qu'il a expulsé des employés précédemment envoyés par le Comité central auprès du ministère des Affaires intérieures et des organisations locales du Parti.

Comme établi par les faits, Beria, même pendant la vie de J.V. Staline, et surtout après sa mort, sous divers faux prétextes, empêchait de toutes les manières possibles la solution des problèmes les plus urgents pour le renforcement et le développement de l'agriculture. Maintenant, il ne fait aucun doute que cet ennemi vil du peuple s'était fixé pour objectif de saper les fermes collectives et de créer des difficultés pour l'approvisionnement en nourriture du pays.

Beria cherchait par diverses méthodes insidieuses à saper l'amitié des peuples de l'URSS - le fondement des fondements d'un État socialiste multinational et la condition principale de tous les succès des républiques soviétiques soeurs. Sous le faux prétexte de lutter contre les violations de la politique nationale du parti, il a tenté de semer la discorde et l'inimitié entre les peuples de l'URSS, afin d'activer des éléments nationalistes bourgeois dans les républiques de l'Union.

La figure politique ennemie, Beria, était particulièrement évidente lors de la discussion de la question allemande à la fin du mois de mai de cette année.

Les propositions de Beria sur cette question se résumaient à l'abandon de la construction du socialisme en République démocratique allemande et à la transformation de la RDA en un État bourgeois, ce qui aurait signifié une reddition directe aux forces impérialistes.

Dans le même temps, Beria est devenu si impudent que, sous couvert de la lutte contre les imperfections et les excès dans la construction de fermes collectives dans les pays de démocratie populaire et en RDA, il a commencé à formuler des vues anti-collectives sur les fermes, jusqu'à la proposition de dissoudre les fermes collectives dans ces pays (...).

Au cours des tout derniers jours, les agents de Beria ont révélé les intentions criminelles de ses agents en vue d'établir une relation personnelle avec Tito et Rankovich en Yougoslavie.

En 1919, lors de l'occupation britannique de Bakou, Beria servit en Azerbaïdjan dans les statistiques de la Garde Blanche, Musavat, et cacha ses activités perfides au Parti.

Le Plénum du Comité central du PCUS estime qu'il est établi que Béria a perdu la nature de communiste, est devenu un bourgeois dégénéré et est devenu en réalité un agent de l'impérialisme international. une politique capitularde qui conduirait finalement à la restauration du capitalisme. »

L'explication officielle de « l'affaire Beria » et le développement des forces productives

La fin de la résolution du PCUS sur « l'affaire Beria » se situe dans le prolongement logique des autres points. Ceux-ci avaient souligné l'alliance de Georgi Malenkov (point 3) et de Nikita Khrouchtchev (point 4), autour du gouvernement et de la clique dirigeante du Parti respectivement, puis dénoncé Lavrenti Beria comme chef de l'appareil de sécurité d'État de l'URSS.

La dernière partie de la résolution explique donc que l'appareil de sécurité d'État de l'URSS doit se soumettre au Parti et qu'il s'agit désormais de se concentrer sur le développement des forces productives.

En filigrane, il y a une dénonciation de Staline, mais sur le plan formel cela n'est pas assumé, puisque cela passe par la dénonciation de Beria et de l'appareil de sécurité d'État.

7. La session plénière du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique décide :

a) D'approuver pleinement les mesures décisives prises en temps utile par le Présidium du Comité central du PCUS afin d'éliminer les actions criminelles anti-Parti et anti-État de Béria comme seules justes.

b) Pour les actes de trahison visant à saper l'État soviétique, expulser L. Beria en tant qu'ennemi du parti et du peuple soviétique du rang des membres du Parti Communiste de l'Union soviétique, le faire juger (...).

Notre parti doit tirer les leçons politiques de l'affaire Beria et en formuler les conclusions nécessaires pour ses activités futures.

Premièrement. Il est nécessaire de renforcer la direction du Parti à tous les niveaux du parti et de l'appareil d'État. Éliminer les anomalies graves qui se sont développées ces dernières années dans la vie de parti et les méthodes de direction du parti.

La tâche consiste à assurer la mise en œuvre exacte des principes de la direction du Parti élaborés par Lénine et des normes de vie du Parti, le strict respect des exigences de la Charte du PCUS sur le calendrier de la convocation des congrès du parti, des plénières du Comité central et du travail régulier de tous les organismes centraux et locaux du Parti.

Le principe suprême de la direction partidaira dans notre Parti est la direction collective.

Seule l'expérience politique collective, la sagesse collective du Comité central, fondée sur la base scientifique de la théorie marxiste-léniniste, garantit la justesse de la direction du Parti et du pays, l'unité et la cohésion inébranlables du Parti et la construction réussie du communisme dans notre pays. La tâche consiste à observer strictement les principes de la direction collective dans tous les organes du Parti.

Il est nécessaire de contrôler régulièrement le travail de toutes les organisations et de tous les départements afin de mettre fin au travail incontrôlé de tout employé, quel que soit son poste, sachant que la direction partidaira de toutes les organisations est la condition principale de la réussite de leur travail.

Et inversement, le retrait du contrôle du parti conduit inévitablement à un échec du travail, à sa corruption.

Deuxièmement. Il est nécessaire de remédier à la mauvaise situation qui s'est produite au fil des années, lorsque le ministère de l'Intérieur a effectivement été perdu du contrôle du Parti.

Une des raisons pour lesquelles les tentatives aventuristes, anti-parti et anti-soviétiques de Beria de placer le ministère de l'Intérieur au-dessus du Parti et du gouvernement se sont avérées possibles est que des rapports incorrects et anormaux s'étaient développés entre le Parti et les organes du ministère de l'Intérieur.

Le ministère de l'Intérieur est devenu arbitraire dans le système de l'État socialiste.

En fait, au cours des dernières années, le contrôle effectif et la direction collective du parti sur les organes du Ministère de l'intérieur ont été perdus.

Tout cela a permis à divers carriéristes et aventuriers ennemis du Parti qui se rendaient

au ministère des affaires intérieures d'essayer d'utiliser son appareil pour terroriser, intimider et discréditer les cadres honnêtes du Parti et de l'État soviétique voués au communisme.

De plus, il s'est avéré que les éléments hostiles et carriéristes de l'appareil du ministère des affaires intérieures ont tenté de saper et de discréditer les cadres dirigeants du Parti, y compris ses personnalités.

Les organisations du parti sont tenues de contrôler systématiquement et en permanence toutes les activités des organes du ministère de l'Intérieur dans le centre et dans les localités (...).

Troisièmement. La vigilance révolutionnaire des communistes et de tous les travailleurs doit être renforcée de toutes les manières dans l'ensemble du travail des organisations du parti et des organisations soviétiques. Il faut se rappeler et ne jamais oublier l'environnement capitaliste, qui envoie et enverra parmi nous ses agents pour des activités subversives (...).

Quatrièmement. La force et l'invincibilité du Parti communiste résident dans son lien inextricable avec le peuple.

Les organisations du parti sont obligées de renforcer et d'élargir constamment les rapports du parti avec les masses, de prendre en compte les revendications des travailleurs et de manifester le souci quotidien d'améliorer le bien-être matériel des travailleurs, des agriculteurs, de l'intelligentsia et de tout le peuple soviétique, tout en veillant au respect de ses intérêts.

Cinquièmement. Le devoir sacré de notre parti tout entier est la consolidation de l'amitié indestructible des peuples de l'URSS, le renforcement de l'État socialiste multinational, l'éducation du peuple soviétique dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et la lutte décisive contre toutes les manifestations du nationalisme bourgeois. Il est nécessaire d'éliminer les conséquences des destructions de Beria dans le domaine des relations nationales.

Sixièmement. Le système socialiste offre d'énormes avantages et possibilités pour une nouvelle et encore plus puissante montée en puissance de notre économie et de notre culture et pour une nouvelle augmentation du bien-être matériel de la population. Nous disposons de ressources naturelles inépuisables, d'équipements performants de première classe dans l'industrie et l'agriculture, d'un personnel hautement qualifié composé de travailleurs et de spécialistes.

Mais il serait faux d'oublier que nous avons également des tâches économiques urgentes non résolues, en particulier pour le développement de l'agriculture (élevage, culture de légumes, etc.). Nous avons toujours des difficultés de croissance bien connues liées à la résolution de la tâche gigantesque consistant à satisfaire au mieux les besoins matériels et culturels sans cesse croissants des travailleurs.

Les organisations de partis, soviétiques, syndicales et du Komsomol doivent mobiliser

et organiser les forces créatrices du peuple afin de tirer pleinement parti de nos réserves et de la possibilité de résoudre toutes ces tâches, de mener à bien et de dépasser le plan de développement quinquennal de l'URSS, telles que définies par le XIXe Congrès du parti.

Septièmement. Les intérêts vitaux du parti exigent une amélioration significative de l'ensemble de la cause de la propagande partidulaire et du travail politique et éducatif parmi les masses.

Il est impératif que les communistes étudient la théorie marxiste-léniniste, non pas dogmatiquement, mais qu'ils comprennent la nature créatrice du marxisme-léninisme et n'apprennent pas des formulations et des citations individuelles, mais l'essence d'un enseignement révolutionnaire mondial de Marx - Engels - Lénine - Staline qui transforme tout.

Notre propagande doit éduquer les communistes et le peuple tout entier, dans un esprit de confiance, à l'invincibilité de la grande cause du communisme, dans l'esprit de dévouement désintéressé pour notre parti et la patrie socialiste. »

L'affrontement entre Georgi Malenkov et Nikita Khrouchtchev

À la mort de Staline, il y a deux principales figures : Georgi Malenkov, président du conseil des ministres de l'URSS et Nikita Khrouchtchev, secrétaire du Comité Central du PCUS. La liquidation de Lavrenti Beria et la décapitation de l'appareil de sécurité d'État de l'URSS se fondent sur leur alliance, comme la résolution du Comité Central du PCUS l'expose parfaitement.

Leurs lignes différaient cependant de manière assez prononcée.

Nikita Khrouchtchev fit ainsi la promotion de l'agriculture dans les « terres vierges », se situant en Asie centrale dans la région de la Volga. Le projet fut un échec, mais lui accorda du prestige, de par son accentuation sur la question de l'agriculture, un vrai problème en URSS.

Nikita Khrouchtchev fit ici office de stabilisateur, de celui qui veut continuer l'élan de la grande industrie tout en corrigeant le tir pour l'agriculture.

Georgi Malenkov, quant à lui, mit l'accent sur la consommation de biens courants. Il apparaissait ici comme un modificateur, cherchant à changer d'axe l'économie et à l'accentuer sur une perspective non pas de construction, mais de consommation élargie.

Ici, Georgi Malenkov agissait en fait conformément au XIXe congrès, qui affirmait qu'on était passé à l'étape de l'édification du communisme et qu'il fallait élever le niveau des biens de consommation.

La base idéologique du XIXe congrès était cependant erronée. Cela fait qu'il se situait en décalage historique avec l'émergence d'une vaste bureaucratie incrustée dans le Parti et œuvrant à déformer, non pas à transformer la situation. Naturellement cette transformation impliquait un saut qualitatif (en le social-impérialisme soviétique), toutefois la nouvelle bourgeoisie n'en avait pas conscience ; elle émergeait comme tendance historique accompagnée d'une considération subjective conforme à

la lecture de ses propres exigences, à travers le révisionnisme.

Cela est d'autant plus vrai que Georgi Malenkov était porté par la bureaucratie incrustée dans le gouvernement, pas dans le PCUS.

Lorsqu'il annonce les mesures gouvernementales au Soviet suprême, le 8 août 1953, il les présente même comme relevant « du gouvernement et du Comité Central », ce qui était une entorse fondamentale au protocole soviétique dans l'ordre des termes employés, puisque le Parti a la primauté sur le gouvernement. L'usage voulait donc qu'on dise : « du Comité Central et du gouvernement ».

Georgi Malenkov répéta la formule même cinq fois dans son discours. En voici un extrait :

« À présent, nous disposons de toutes les données nécessaires pour accroître la production de biens de consommation. Le volume atteint jusqu'ici ne saurait nous satisfaire.

Pour assurer le relèvement constant du niveau de vie de la population, il nous faut développer davantage notre industrie légère. Le gouvernement et le parti estiment qu'il est indispensable d'augmenter également les investissements dans les industries alimentaires et dans l'agriculture afin que la production d'articles de consommation courante soit substantiellement accrue (...).

Nous devons amener l'industrie de construction de machines et autres entreprises de l'industrie lourde à produire des articles de consommation courante.

Notre tâche urgente est maintenant à augmenter considérablement, au cours des deux ou trois années à venir, l'approvisionnement de la population en produits des industries légère et alimentaire. »

Ainsi, comme la ligne de Georgi Malenkov impliquait une restructuration partielle de l'économie sous la supervision de la clique bureaucratique gouvernementale qui elle-seule allait être préservée, au profit d'une modification en profondeur de l'appareil aux dépens du Parti, il fut mis de côté par la clique dirigeante du PCUS.

Il démissionna en février 1955 à la suite d'une violente attaque de Dimitri Shepilov. Celui-ci écrit dans la Pravda (dont il était rédacteur en chef) du 24 janvier 1955 :

« Si la théorie de ceux qui préconisent un développement de l'industrie légère au détriment de celui de l'industrie lourde était appliquée, elle aboutirait à désarmer le peuple soviétique (...).

Ce n'est pas parce que l'U.R.S.S. atteint les sommets de l'industrialisation, ni sous prétexte qu'en U.R.S.S. la production a pour seul but de satisfaire aux besoins de la consommation, que l'économie soviétique doit se séparer du communisme en en déplaçant le centre de gravité sur l'industrie légère. »

Georgi Malenkov fut remplacé par un proche de Nikita Khrouchtchev, Nicolai Boulganine.

Ce succès de Nikita Khrouchtchev poussa Vyatislav Molotov à rentrer dans la bataille : il tint alors au Soviet Suprême un discours particulièrement critique sur la politique étrangère menée. Le conflit fut inévitable, surtout alors que Nikita Khrouchtchev et Nicolaï Boulganine partirent à Belgrad en mai et en juin 1955, afin de rétablir les relations avec la Yougoslavie titiste.

Vyatislav Molotov resta sur ce point fidèle à la ligne de l'époque de Staline, suivant lequel la Yougoslavie était un État fasciste : cela lui valut un blâme de la part du Comité Central lors de sa session de juillet 1955.

Vyatislav Molotov avait également affirmé dans un discours, le 8 février 1955, que :

« À côté de l'Union Soviétique, où les fondations d'une société socialiste ont déjà été construites, il y a également les démocraties populaires, qui n'ont fait que le premier pas, même si hautement important, en direction du socialisme. »

Cela impliquait que le socialisme n'avait pas été construit en URSS, seulement ses fondations. Il dut se résoudre à écrire une lettre d'autocritique à ce sujet dans la revue *Kommunist*, à la fin de l'été 1955, ce qui montre l'approfondissement de sa mise à l'écart entre les deux dates.

Sa position était alors carbonisée et en juin 1956, alors que Tito allait en visite à Moscou, il fut au préalable remplacé par Dimitri Shepilov à la tête du ministère des affaires étrangères, afin de bien souligner le nouveau rapport à la Yougoslavie.

Parallèlement, Lazare Kaganovitch était également rentré dans la bataille. Il fut nommé président d'un nouveau Comité d'État sur le travail et les salaires en mai 1955, mais les discours qu'il tint, notamment celui du 7 novembre 1955, soulignaient l'importance de la théorie marxiste-léniniste.

Cela lui valut d'être éjecté de son poste en juin 1956 et nommé en septembre ministre de l'industrie des matériaux de construction. Entre-temps avait eu lieu le XXe congrès.

Le rapport du PCUS à Staline entre 1953 et 1956

Il n'était évidemment pas possible pour les révisionnistes de rejeter Staline d'un coup. Les masses avaient compris la valeur de Staline. Il n'était plus possible de renverser la tendance en ce sens. Il fallait donc l'étouffer.

Cet aspect est très important. Vu de l'extérieur de l'URSS, le PCUS a procédé à une « déstalinisation », à un rejet massif. Mais vu de l'intérieur, cela était présenté comme une « rectification », les points fondamentaux étant résolument masqués aux masses.

Cela a amené d'ailleurs certains à sous-estimer le rejet de Staline par la clique dirigeante de l'URSS, alors qu'il a été total. Seulement, il n'a pas été public, l'URSS devenant un pays social-impérialiste où la bourgeoisie était littéralement une caste à part.

On peut ainsi voir qu'entre le XIXe et le XXe congrès, soit entre 1952 et 1956, il n'y a pas de modification franchement apparente quant à la référence à Staline par le Parti dirigeant l'URSS.

Il y avait quelques gommages déjà fait, cependant. Les slogans du premier mai mis en avant à partir du 21 avril 1953 appelaient eux-mêmes à la « coexistence pacifique » internationale, à la légalité socialiste, le nom de Staline étant pratiquement omis.

La constitution fut désormais qualifiée de « soviétique » et non plus de relevant de Staline, la jeunesse communiste, auparavant Komsomol de Lénine et Staline, devint l'Union Communiste pansoviétique de la jeunesse.

En fait, dans les quinze jours suivant la mort de Staline, il y eut un processus d'abandon de la référence à Staline, de manière insidieuse : ses citations ne lui furent plus attribuées, il ne fut plus fait référence à ses œuvres majeures lorsqu'on parlait de lui. Les mesures suivant sa mort, telles que les vastes amnisties et la réduction de prix, furent annoncées sans faire référence à lui.

On a un bon exemple de l'approche générale avec l'article d'avril 1953 dans la *Pravda*, écrit par le rédacteur Slepov au sujet de la vie du Parti, qui souligne la supériorité de la direction collective sur la « domination des mesures administratives », tout en se revendiquant de Staline.

L'éditorial du 27 mai 1953 de la revue *Kommunist* dénonce également le culte de la personnalité, mais en s'appuyant sur des affirmations en ce sens de Lénine et de Staline. On lit à ce sujet :

« Notre parti lutte résolument contre le culte de la personnalité, contre l'attribution à l'individu de traits surnaturels, contre l'adoration du chef, contre l'ignorance du rôle des masses, des classes et du parti. Loin de stimuler l'initiative et l'activité des masses, de tels cultes les incitent à la passivité.

Les fondateurs du communisme, Marx, Engels, Lénine, Staline, étaient hostiles au culte de la personnalité. »

Le Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique publia également un document le mois suivant sa mort, le 27 juillet 1953, avec comme prétexte le 50e anniversaire du second congrès du Parti. Ce document traitait de l'histoire du Parti, sous la forme de thèses, et plaçait tout sous l'égide de Lénine, Staline ne devenant plus qu'une simple référence en rapport avec le Parti.

C'était une réécriture de l'histoire en faveur de la thèse selon laquelle depuis la mort de Lénine, il y aurait eu une direction collective à l'œuvre, dont Staline n'aurait été qu'un rouage – la grande thèse du XXe congrès est d'affirmer qu'il avait fini par mal agir à ce niveau.

Le XXe congrès n'est pas une remise en cause de Staline – il est une dénonciation de Staline comme prétendu élément de la direction collective.

La période entre les XIXe et XXe congrès est celle de la mise en place de la direction collective, conformément aux exigences du XIXe congrès, mais avec en pratique la liquidation assumée de la forme précédente d'organisation du Parti et de son contenu.

Malenkov avait mis l'accent, en mai 1953, sur les biens courants ; c'est indirectement au nom de Staline que cela fut réfuté par Nikita Khrouchtchev qui rappela le juste combat contre la « déviation

droitière » de la fin des années 1920, qu'avait justement combattu Staline.

Nikita Khrouchtchev nomma Boulganine premier ministre à la place de Georgi Malenkov et le présenta comme :

« l'un des frères d'arme les plus proches du continuateur de la cause de Lénine, Joseph Vissarianovitch Staline »

Dans son discours d'intronisation, Boulganine expliqua que son gouvernement

« suivrait les instruction du grand Lénine et du continuateur de sa cause, J. V. Staline »

Tant lors des mois de décembre 1954 que 1955, l'anniversaire de la naissance de Staline fut largement célébrée.

Le 7 janvier 1955, lors d'un meeting du *Komsomol*, Nikita Khrouchtchev expliqua qu'il avait influencé Staline au sujet d'une importante question politique, celle sur la mise en place d'un impôt sur les gens non mariés et sans enfants. Georgi Malenkov, qui allait être démis un mois après et était le seul autre membre du Présidium présent alors, monta à la tribune pour confirmer ces propos.

Et à la fin de l'année 1955, le dictionnaire encyclopédique présente Nikita Khrouchtchev comme :

« l'un des plus proches compagnons d'arme de J.V. Staline »

Un article pour le 76e anniversaire de la naissance de Staline, paru dans *Kommunist*, ne mentionne également que trois noms : Lénine, Staline, Nikita Khrouchtchev.

L'agence TASS annonça le 12 janvier 1956 la parution prochaine du 14e volume des œuvres de Staline, couvrant la période 1934-1941. Les treize premiers avaient été publiés de 1946 à 1951 et même s'il y a l'annonce, on voit que la période *d'après 1934* a posé un réel problème après 1953. Il ne fut d'ailleurs jamais publié.

Le premier numéro de 1956 de *Kommunist*, en janvier, contient également un article de l'idéologue Mikhail Kammari, rédacteur en chef depuis 1954 (et jusque 1959) de la revue *Questions de philosophie*. Dans son article sur *Le rôle des masses populaires dans le développement de la vie spirituelle de la société*, il fait référence de manière positive à Staline.

L'arrivée du XXe congrès bouleversa la donne, comme le reflètent les prises de positions.

Ainsi, à partir du 23 janvier 1956, la Pravda ne mentionne plus Staline.

La biographie de Lénine publiée par l'Institut Marx – Engels – Lénine – Staline mentionne de manière moins importante Staline comme successeur de Lénine et ce dernier est pris comme argument pour justifier la « direction collective », avec une critique sous-jacente de Staline. Nikita Khrouchtchev apparaît à la fin comme le représentant du PCUS, avec un extrait de lui soulignant l'importance de l'industrie lourde et rejetant la ligne de Georgi Malenkov comme « anti-léniniste ».

Au meeting du *Komsomol*, le 21 janvier 1955, Nikita Khrouchtchev ne mentionna pas Staline,

contrairement à l'année d'avant où il racontait en être proche.

Avant la conférence du Parti du 4 février 1956, le Comité Central du Parti et le Conseil des ministres salua le 75e anniversaire de Vorochilov, mais sans référence à Staline, seulement à Lénine.

Le numéro de *Kommunist*, l'organe théorique, publié le 9 février, ne contient pas une seule fois le nom de Staline. Une réunion des lecteurs de *Problèmes d'histoire* se réunit les 25, 27 et 28 janvier 1956, traitant notamment de la question de l'histoire du Parti et remettant en cause le Précis d'histoire du PCUS(b), sans toutefois oser s'en prendre encore à Staline qui est pourtant le maître d'oeuvre de cet ouvrage.

Pour l'ouverture du XXe congrès, la *Pravda* ne salua que Lénine.

Ce n'est que dans les bas échelons du Parti que Staline était encore une référence, ainsi qu'en Géorgie, et pour les formes dans les grandes réunions à la veille du XXe congrès : Ekaterina Fourtseva, lors de la préparation de celui-ci par le Présidium le 17 janvier, parle encore des grands enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline. Elle modifia par la suite radicalement son point de vue.

Le contexte du XXe congrès

On a comme aspects essentiels du contexte du XXe congrès :

- la sécurité d'État a été décapitée ;
- le gouvernement a été mis au pas ;
- le PCUS est centralisé autour du Présidium ;
- une nouvelle génération arrive sur la scène des postes à responsabilité ;
- le XIXe congrès a ouvert un immense espace à la thèse des forces productives ;
- le PCUS a été contaminé par les thèses d'Eugen Varga lancées après 1945 et visant à une gestion bourgeoise - « neutre » de la réalité soviétique.

La liquidation de Lavrenti Beria et la décapitation de l'appareil de sécurité d'État ont permis à la clique ayant pris le contrôle du Parti et du gouvernement d'avoir les coudées franches.

La mise de côté de Georgi Malenkov marqua le triomphe de la clique contrôlant le Parti. De ce fait, le thème de la « direction collective » devint le grand mot d'ordre servant à structurer une nouvelle bourgeoisie.

Une publication tirée à 160 000 exemplaires – *Les statuts du Parti Communiste d'Union Soviétique – la loi fondamentale de la vie du Parti* – fut diffusée par la *Société pansoviétique de diffusion de la connaissance politique et scientifique*. Elle saluait les décisions prises par la direction à la suite de « l'affaire Beria », affirmant que :

« Les décrets de la session de juillet [1953] du Comité Central du Parti ont une grande signification pour le développement de la démocratie interne du Parti, la critique et l'auto-critique, et dans l'élévation du niveau de collectivité à la direction du Parti.

La session a résolument condamné la « théorie » idéaliste du culte de la personnalité qui est étranger au marxisme-léninisme et qui a connu une certaine dissémination dans notre presse et notre propagande orale.

Au moyen de cette « théorie » anti-marxiste, certains travailleurs du Parti ont cherché à justifier une pratique vicieuse dans leur activité, faisant que les principes léninistes de démocratie interne ont été remplacés par le commandement bureaucratique d'une seule personne. »

Il s'agit d'une critique très nette de l'appareil de sécurité d'État et de Staline, c'est-à-dire du fait de prendre des décisions en raison de l'idéologie – ce qui apparaît comme « unilatéral » pour la nouvelle bourgeoisie dont la clique de Nikita Khrouchtchev est à ce moment-là le seul représentant, celle représentée par Georgi Malenkov, la bureaucratie incrustée dans le gouvernement, ayant perdu la bataille factionnelle.

Il n'y eut d'ailleurs aucune réunion du Comité Central entre juillet 1955 et le XXe congrès : c'est le Présidium qui avait les clefs du Parti.

La seule tâche à l'horizon fut la parution par la *Pravda*, le 13 février 1956, la veille du congrès, d'un article de Bolesław Bierut, le dirigeant communiste polonais, expliquant qu'était appliqué en Pologne le principe de Lénine et de Staline de priorité à l'industrie lourde. Bolesław Bierut décéda peu après la tenue du XXe congrès, encore à Moscou ; il est à peu près clair qu'il a été empoisonné.

Les organes des Comités Centraux des partis des différentes républiques se positionnèrent également de manière très différente pour l'ouverture du XXe congrès. Staline fut mentionné positivement avec également une image dans les publications d'Ukraine, de Biélorussie, d'Ouzbékistan, de Lettonie et de Géorgie, mais il n'y eut rien sur lui dans celles d'Arménie, de Moldavie, ni de la république karélo-finlandaise. Celles du Kazakhstan, du Turkménistan, d'Estonie et de Kirghizie mentionnèrent son nom, celle du Tadjikistan publia une photographie.

La nature du XXe congrès

Le XXe congrès du PCUS se tint du 14 au 25 février 1956. Il s'est tenu, comme le précédent, dans le Grand Palais du Kremlin. Étaient présents 1 355 délégués représentant chacun 5 000 membres, ainsi que 81 délégués avec uniquement une voix consultative.

Ce qui était exposé était d'une ambition démesurée. Le nouveau plan quinquennal devait connaître une augmentation des investissements de 67 % par rapport au précédent. Les objectifs pour 1960 étaient bien sûr très précisément chiffrés et exigeaient une progression vertigineuse (étaient prévues une production de 593 millions de tonnes de charbon, 53 millions de tonnes de fonte, 330 000

tonnes de fibres artificielles, 1 840 000 tonnes de huiles végétales, etc.).

La production de viande était censée pas moins que doubler. Il était prévu de fournir à l'agriculture du matériel en masse : 1 650 000 tracteurs, 560 000 moissonneuses-batteuses.

En rapport avec cette perspective grandiose plaçant le communisme finalement comme une affaire de génération – cela sera ouvertement dit tel quel dans les années qui suivirent – le PCUS se voyait donner une sorte de qualité suprême.

Ainsi, la modification du programme du Parti devait être déjà être menée auparavant, mais la Seconde Guerre mondiale empêcha la réalisation de ce travail. Une commission fut finalement constituée à cet effet lors du XIXe congrès, en 1952.

Elle était constituée de dix membres et présidée par Staline. Au XXe congrès, il n'en restait pratiquement rien. Staline était décédé. Viatcheslav Molotov avait été blâmé, Georgi Malenkov mis de côté. Laurenti Beria avait été fusillé. Paul Youdine avait été nommé ambassadeur en Chine en décembre 1953. D.I. Tchesnikov, l'un des deux rédacteurs de l'organe théorique *Kommunist*, où en janvier il dénonçait « les capitulars qui insistent pour que l'on apaise les impérialistes », avait été purgé en mars 1953.

Nikita Khrouchtchev annonça alors quelque chose n'ayant rien à voir : la future mise en place d'un programme valable pour tous les Partis Communistes dans le monde. Cela correspondait à la lecture du XIXe congrès de la situation de l'URSS, îlot censé aller au communisme à court terme et de ce fait modèle technique-pratique pour le reste du monde.

Tout cela était rendu possible par la modification de la base du Parti. Il avait déjà été remarqué qu'au XIXe congrès, le nombre de membres du Parti avait largement grossi par rapport au congrès précédent de 1938. Une nouvelle génération avait émergé, coupée de beaucoup des expériences faites.

C'est encore plus vrai pour le XXe congrès. Le PCUS a désormais 6 795 896 membres et 419 609 candidats. C'est 330 000 membres de plus qu'au congrès précédent. Le nombre de membres du Parti a doublé depuis 1940.

À cela s'ajoute un autre aspect, fondamental. Entre le 1951 et 1956, l'enseignement supérieur soviétique a formé autour de 1 120 000 personnes, soit 72 % de plus que les cinq années précédentes. Ces chiffres donnés par Nikita Khrouchtchev correspondent certainement à la vérité, puisque l'après-guerre avait été caractérisé par une difficulté extrême de par les dégâts causés par les nazis.

Cela signifie qu'apparaît ici une nouvelle intelligentsia, issue de l'élan précédent mais coupée de celui-ci idéologiquement. Des jeunes intègrent les strates supérieures de l'URSS en étant simplement intégrés dans le discours instauré en 1952 selon laquelle les forces productives sont l'essentiel.

C'est d'autant plus vrai que l'enseignement supérieur est centralisé dans quelques villes : Moscou,

Leningrad, Kiev, Tbilissi, Kharkov, Bakou, Tachkent, Minsk.

Le paradoxe est que du côté des délégués, il y a une baisse du niveau d'études. 758 délégués ont un niveau universitaire (contre 793 en 1952), 276 celui du bac (223 en 1952), 292 un niveau inférieur au bac (176 en 1952). Il y aurait également une prolétarianisation, avec deux fois plus de délégués étant travailleurs industriels et deux fois plus de kolkhoziens, pour autant qu'il soit possible de faire confiance à ces chiffres.

Il y a ici un phénomène difficile à appréhender, mais témoignant dans tous les cas d'une modification des délégués par rapport au congrès précédent. C'est encore plus vrai sur le long terme : 30 % des délégués ont rejoint le Parti à partir de 1946. Cela souligne également la rapidité avec laquelle ils sont arrivés jusqu'au statut de délégués.

Il y a également un vieillissement. Comme au congrès précédent, les quarantenaires représentent la majorité des présents, mais les plus de cinquante ans, auparavant 15,3 % des présents, en forment désormais 24 %.

Cette ambition démesurée et cette nouvelle « génération » s'associent avec un phénomène frappant : la stabilité de la direction. L'ensemble du Présidium et du secrétariat du Comité Central a été réélu au XXe congrès du PCUS, sans aucune modification.

Le Présidium est composé de Nikita Khrouchtchev, Nicolas Boulganine, Lazare Kaganovitch, Kliment Vorochilov, Anastas Mikoyan, Maksim Sabourov, Pierre Pervoukhine, Georges Malenkov, Viatcheslav Molotov, Michel Souslov et Alexeï Kirichenko.

Le Secrétariat est composé de Nikita Khrouchtchev (comme premier secrétaire), Nicolas Belaev, Pierre Pospelov, Michel Souslov, Dimitri Chepilov, Leonid Brejnev et Ekaterina Fourtseva. Les trois derniers nommés sont également suppléants du Présidium. Leonid Brejnev succédera par la suite à Nikita Khrouchtchev à la tête du pays.

Cette situation était là un triomphe pour la direction, qui s'était néanmoins débarrassé de nombreux éléments.

La référence à Staline au XXe congrès

De la même manière que le nom de Staline disparut des principaux organes de presse soviétiques juste avant le congrès, pour l'ouverture du congrès les orateurs soviétiques du congrès ne mentionnèrent pratiquement jamais celui qui avait dirigé le Parti pendant plusieurs décennies.

Il n'y eut que trois exceptions, si l'on met de côté les discours des délégués français et chinois.

Nikita Khrouchtchev demanda aux délégués de se lever en mémoire des dirigeants communistes morts depuis le dernier congrès, mentionnant Staline parmi d'autres.

Nikita Khrouchtchev dit ensuite plus tard simplement que la mort de Staline n'avait pas provoqué dans les rangs communistes la confusion espérée par les ennemis du socialisme. La formule est sobre :

« Peu après le XIXe congrès, la mort a enlevé de nos rangs Joseph Vissarianovitch Staline. Les ennemis du socialisme espérant que cela provoquerait de la confusion dans les rangs du Parti, de la discorde dans la direction, de l'hésitation dans l'application de sa politique intérieure et extérieure. »

Anastas Mikoyan, quant à lui critiqua l'ouvrage de Staline *Les problèmes économiques du socialisme*, le 16 janvier. C'était là la première remise en cause ouverte. Il demanda une « révision critique » de principes de l'ouvrage, considéré comme dogmatique. Il dit notamment à ce sujet :

« Quand on analyse la situation économique du capitalisme contemporain, il devient douteux que les théories exposées par Staline dans *Les Problèmes économiques du socialisme en U. R. S. S.* concernant les États-Unis, l'Angleterre et la France, et selon lesquelles, après la scission du marché mondial, le volume de la production de ces pays diminuera, puissent nous aider ou qu'elles soient correctes. »

Anastas Mikoyan reprend ici les thèses d'Eugen Varga et effectivement la théorie de celui-ci des pays capitalistes comme étant devenus « organisés », comme « capitalistes monopolistes d'État », deviendra bientôt officiel en URSS.

Il remit également en cause, de manière brutale, le Précis d'histoire du PCUS(b). Anastas Mikoyan parla également d'historiens qui avaient compris qu'il y avait une explication non marxiste de certains « événements » de la guerre civile, de « dirigeants du Parti qualifiés de manière erronée d'ennemis du peuple plusieurs années après les événements ».

Il mentionna à ce sujet, « fraternellement », Vladimir Antonov-Ovseïenko et Stanislav Kosior, purgés tous deux en 1938 ; il conclut son discours par une longue référence à Lénine et au souci de celui-ci de l'unité du Parti.

L'historienne Anna Pankratova, rédactrice en chef de *Questions d'histoire* prit également la parole et critiqua la lecture de l'histoire faite jusqu'à présent, notamment concernant les années 1930, reprenant le même argument que Mikoyan.

Pour le reste, il n'y eut pas de références à Staline, que ce soit pour un éloge ou une critique, à part par Chu Teh et Maurice Thorez, délégués internationaux au congrès respectivement chinois et français.

Maurice Thorez parla ainsi du PCUS comme « modèle de la ferme adhésion aux principes et d'une fidélité sans faille aux grandes idées de Marx, Engels, Lénine et Staline ». Ce passage fut applaudi par le congrès. Chu Teh souligna le fait que le PCUS avait été nourri du travail de Staline.

Le XXe congrès était en fait déjà étranger à la question idéologique de Staline. Ce qui était mis en avant, c'était la direction collective, les « normes léninistes de la vie du Parti », la démocratie dans les rangs du Parti, la « légalité socialiste », avec une critique du « culte de la personnalité » impersonnelle.

C'était là dans la droite ligne du XIXe congrès, avec la dénonciation du « culte de la personnalité » ajoutée et développée par la clique de Nikita Khrouchtchev.

Il est à noter que Lazare Kaganovitch, historiquement un proche de Staline avec Molotov, chercha à arrêter le processus en cours, en affirmant que les questions avaient été réglées :

« Après le XIXe congrès du Parti, le Comité Central a hardiment (par hardiment j'ai en vue quelque chose en rapport avec les principes, la théorie) soulevé la question de la lutte contre le culte de la personnalité.

Ce n'est pas une question facile. Mais le Comité Central lui a donné une réponse correcte, marxiste-léniniste, conforme à l'esprit de parti. »

Lazare Kaganovitch parla également de la « bande fasciste-provocatrice » de Lavrenti Beria, ayant ainsi clairement en tête d'en faire le bouc-émissaire pour sauver ce qui pouvait l'être. C'était en total décalage avec les tendances dominantes dans le PCUS.

Il faut noter également une allusion, celle de l'écrivain Mikhaïl Choukhov. Lors de sa prise de parole, il dressa un parallèle entre l'Union des écrivains et le Parti :

« Qu'avons-nous fait après la mort de Gorki ? Nous avons mis en place une direction collective dans l'Union des écrivains, avec Fadeev à sa tête (...). Fadeev s'est montré un secrétaire général aimant le pouvoir et ne voulant pas tenir compte du principe de collégialité dans son travail ».

En fait, les propos sont un parallèle strict avec les thèses de Nikita Khrouchtchev. Voici ce que Mikhaïl Choukhov disait déjà en 1954, au second congrès des écrivains soviétiques :

« Beaucoup de défauts et d'erreurs dans le travail de l'Union des écrivains peuvent s'expliquer par le fait que ces vingt dernières années, le principe de direction collective a été loin d'être observé en son sein (...).

Les écrivains veulent être assurés d'une direction collective réelle dans l'Union [des écrivains], ils veulent un Présidium relativement large possédant les pleins droits de décision concernant l'Union entre les sessions de la direction, et ils veulent aussi que le secrétariat de l'Union soit un organe subordonné à la direction et au Présidium. »

Ainsi, à l'arrière-plan, dans l'élan du XIXe congrès et de sa « direction collective », avec la décapitation de l'appareil de sécurité d'État, on avait déjà la base pour une remise en cause idéologique générale.

Le rapport du Comité Central au XXe congrès

C'est Nikita Khrouchtchev qui lut le rapport du Comité Central du PCUS au XXe congrès, et ce dès le premier jour, soit le 14 février 1956.

Le rapport se divise en trois parties :

- la première concerne la « position internationale de l'Union Soviétique », avec une insistance sur la coexistence pacifique et le dépassement du camp capitaliste ;

- la seconde concerne la « situation interne de l'URSS », avec une présentation résolument optimiste de la situation dans l'industrie et les transports tout d'abord, de l'agriculture ensuite, ainsi que de « l'accroissement des standards matériels et culturels du peuple soviétique » et de « la consolidation et le développement prolongés du système d'État et social soviétique » ;

- la troisième concerne le Parti.

Nikita Khrouchtchev explique dès les premières phrases que si la période depuis le XIXe congrès fut courte (trois ans et quatre mois), elle est l'une des plus importantes de l'histoire du Parti.

Le travail mené permet en effet, selon lui une avancée fondamentale dépassant ce qui était retardé, et ce dans le cadre de l'existence de deux systèmes à l'échelle mondiale.

Nikita Khrouchtchev mentionne la croissance économique en URSS, dans les démocraties populaires de l'Est européen, de la Chine, ainsi qu'en Yougoslavie ; le fait de mentionner ce dernier pays, considéré pourtant comme fasciste à la fin des années 1940, est déjà clairement l'expression d'un choix idéologique fait en amont. Il parle d'ailleurs de « la normalisation des relations avec la Yougoslavie fraternelle ».

Reprenant les thèses du XIXe congrès, il expose un camp capitaliste se ratatinant économiquement et où les forces favorables à la guerre n'ont pas le dessus. Il en conclut que la voie au socialisme peut prendre dans ce contexte des formes multiples.

S'ensuit, logiquement et dans le même esprit, un très long panorama de la situation économique de l'URSS, présentée en long et en large, tout comme ce fut le cas au XIXe congrès. L'accent est mis sur la prétendue réussite du 5e plan quinquennal, marqué par une augmentation des salaires ouvriers de 39 % et des paysans de 50 %.

Les objectifs sont en conséquence audacieux : passer à une journée de sept heures de travail (de six heures pour les mineurs).

On est ici clairement dans la ligne du XIXe congrès. Celui-ci avait instauré une direction collective. Nikita Khrouchtchev cherche à la renforcer à tout prix en chargeant Beria de nombreux crimes censés avoir divisé le Parti – une manière d'ôter toute dimension idéologique aux troubles ayant agité le Parti.

Nikita Khrouchtchev réhabilite ainsi la faction du Parti de Leningrad qui fut liquidé par le PCUS(b) dans l'après-guerre pour avoir tenté de faire sécession avec la ville afin de former une sorte de « royaume indépendant » au sein de l'URSS. Et il précise qu'il s'agit de revenir aux normes de Lénine concernant le Parti, qui « par le passé ont fréquemment été violées ».

Nikita Khrouchtchev mentionne également le précis d'histoire du PCUS(b), qui a servi de « base pour la propagande » pendant 17 années. Étant donné que la « glorieuse histoire du Parti » doit servir pour l'éducation, il serait nécessaire de publier un nouvel ouvrage à ce sujet - Nikita Khrouchtchev ne fait aucune critique, présentant cela comme une tâche de mise à jour.

Il profite ici encore de la ligne du XIXe congrès.

Le rejet du caractère inéluctable de la guerre impérialiste au XXe congrès du PCUS

Le leitmotiv de Nikita Khrouchtchev quant à la question internationale, dans son très long rapport (faisant cent pages), c'est l'affirmation que la guerre n'est pas inéluctable. Nikita Khrouchtchev se fait ici le porte-parole assumé de la tendance représentée par Eugen Varga, qui avait fait vaciller le Parti dans l'immédiate après-guerre.

Cette tendance reprit la main, dans les failles du XIXe congrès, dès la mort de Staline.

Immédiatement, la presse soviétique abandonna toute dénonciation des États-Unis, y compris pour de récents incidents. La collaboration avec ce pays durant la Seconde Guerre mondiale fut mise en valeur. La presse américaine, ainsi que les radios, reçurent des visas le 25 mars 1953 pour une semaine de visite de Moscou.

Cette approche se généralisa à tous les niveaux diplomatiques, avec une véritable offensive de charme envers les diplomates et des communiqués officiels particulièrement mesurés.

À l'arrière-plan de la liquidation de l'appareil de sécurité d'État, on a toute une nouvelle mise en perspective, celle de l'URSS séparée du monde et acceptant un rapport pacifique-bourgeois avec les pays capitalistes, alors que les forces productives sont développées sans bataille idéologique.

C'est la rencontre de la faction portée par l'analyse d'Eugen Varga et des erreurs du XIXe congrès de 1952.

Voici la thèse fondamentale de Nikita Khrouchtchev dans son rapport, reprenant directement les arguments d'Eugen Varga et reflétant la capitulation devant l'impérialisme pour une clique bureaucratique aspirant à devenir bourgeoisie :

« Les marxistes doivent prendre en considération la possibilité de conjurer les guerres à notre époque, s'ils tiennent compte des changements de portée historique mondiale qui se sont produits au cours des dernières années (...).

A l'heure actuelle la situation a foncièrement changé. Le camp mondial du socialisme est né, et il est devenu un atout puissant. Les forces de la paix y trouvent non seulement des moyens moraux, mais également les possibilités matérielles de prévenir l'agression.

Au surplus, il existe actuellement un groupe d'États ayant une population s'élevant à des centaines de millions d'habitants qui luttent activement contre la guerre. Le mouvement ouvrier, dans les pays capitalistes, constitue de nos jours une force considérable. Le mouvement des partisans de la paix est né et est devenu un facteur puissant (...).

Les guerres ne sont pas inévitables, elles ne sont pas fatales. Pour empêcher les impérialistes de déclencher la guerre et, au cas où ils oseraient le faire, pour infliger une riposte foudroyante aux agresseurs et déjouer leurs plans, il faut que toutes les forces engagées, contre la guerre soient en alerte et qu'elles fassent front, unies, sans relâcher pourtant leurs efforts dans la lutte pour le maintien de la paix. »

On notera que, si l'on ne parvient pas à voir la thèse d'Eugen Varga au filigrane du propos de Nikita Khrouchtchev, alors cela peut très largement sonner comme les thèses du XIXe congrès, avec l'affirmation du camp de la paix (le XIX congrès considérant cependant que la guerre est inévitable car liée à la nature même du capitalisme).

Nikita Khrouchtchev présente toutefois un élément nouveau : la dimension subjectiviste dans le rapport à la guerre, conforme aux intérêts de la clique qu'il représente pour une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme :

« D'ordinaire, souligne d'ailleurs M. Khrouchtchev, l'on n'envisage qu'un aspect de la question : l'infrastructure économique des guerres sous l'impérialisme. Mais cela est insuffisant.

La guerre n'est pas seulement un phénomène économique. Le rapport des forces de classe, des forces politiques, le degré d'organisation et la volonté consciente des hommes ont une grande importance pour déterminer si la guerre aura lieu ou non.

Bien plus, dans certaines conditions, la lutte des forces sociales et politiques d'avant-garde peut, à cet égard, jouer un rôle décisif. »

Cette thèse sera très largement développée par la suite par l'URSS et l'un de ses principaux fronts idéologiques, notamment dans les pays capitalistes.

La voie pacifique au socialisme selon le XXe congrès du PCUS

Dans son long rapport, Nikita Khrouchtchev assume les thèses de la voie pacifique au socialisme. C'est là une thèse de la plus haute importance, qui va être la grande pierre d'achoppement au début des années 1960 dans le Mouvement Communiste International. Toute la jeune génération marxiste-léniniste refusant le révisionnisme va faire du rejet de cette thèse la pierre angulaire de son identité politique.

La Chine populaire dirigée par Mao Zedong va être au centre de la critique de cette thèse et le principal point de référence alors pour la lutte armée comme stratégie révolutionnaire.

Cette thèse semble tomber du ciel, mais elle découle en fait du principe de coexistence pacifique. La nouvelle bourgeoisie s'affirmant en URSS devait forcément aller dans le sens de la collusion avec les pays capitalistes pour parvenir à un accord.

D'où la démarche relativiste de Nikita Khrouchtchev dans son rapport :

« Nos ennemis aiment à nous représenter, nous, les léninistes, comme des partisans de la violence en toutes occasions.

Il est vrai que nous reconnaissons la nécessité de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste. C'est ce qui distingue les marxistes révolutionnaires des réformistes et des opportunistes.

Il est, en effet, hors de doute que, pour maints pays capitalistes, le renversement par la violence de la dictature bourgeoise et l'aggravation brutale de la lutte de classe qui l'accompagne sont inévitables.

Mais les formes de la révolution sociale sont diverses. Quant on prétend que nous voyons dans la violence et la guerre civile l'unique moyen de transformer la société, on émet un postulat qui ne correspond pas à la réalité. »

En fait, le véritable moteur idéologique de cette thèse consiste en le principe d'un capitalisme désormais « organisé », comme l'affirme Eugen Varga. On a ici la base pour la transformation des Partis Communistes en outils pour la politique extérieure l'URSS, qui iront par la suite jusqu'à l'expansionnisme militaire.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre le propos de Nikita Khrouchtchev comme quoi :

« La conquête d'une solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat et des travailleurs créerait pour la classe ouvrière des divers pays capitalistes et anciennement coloniaux les conditions nécessaires pour des transformations sociales radicales. »

La fin du XXe congrès du PCUS

Le matin du 24 février, la veille du dernier jour, une résolution fut adoptée quant au rapport fait par Nikita Khrouchtchev dix jours plus tôt. Elle encourage le Comité Central « à ne pas faiblir dans la lutte contre les vestiges du culte de la personnalité ».

La résolution n'en dit pas plus sur la question de Staline, posée ici seulement en filigrane.

Mais un fait marquant à cette occasion fut la proposition d'une base de travail de 19 pages pour la résolution, réalisée par un groupe de 45 hauts responsables du PCUS se présentant comme la « commission de préparation pour la résolution du XXe congrès sur le rapport du Comité Central du PCUS ».

Formellement, cela n'a pas de sens, car le rapport est fait au congrès et pas avant. C'était là clairement un appui ouvert à Nikita Khrouchtchev.

Un autre aspect intéressant est que la résolution finale ne salue pas le rapport dans son ensemble (contrairement aux autres congrès), mais « approuve les propositions et conclusions du Comité Central contenues dans son rapport ». Cette formulation n'était pas contenue dans la base de travail ; l'ajout présente une mobilisation en faveur de Nikita Khrouchtchev.

C'est là un aspect très important, car il faut bien saisir que le fameux « rapport secret » n'a pas été lu pendant le congrès, mais *après* le congrès, alors qu'il était officiellement terminé. Cela signifie que le PCUS était déjà « embarqué » avec Nikita Khrouchtchev et que son « rapport secret » ne pouvait politiquement qu'être accepté par les délégués.

Le matin du vendredi 24 février 1956, Mikhaïl Pervukhine qui était président de séance annonça

ainsi deux choses : une réunion des délégués à 17 heures, puis leur réunion à huis clos à 18 heures.

Le congrès avait donc, avant la réunion à huis-clos, déjà voté les membres du Comité Central. Et c'est seulement après, alors que tout a été verrouillé, que le rapport secret a été lu par Nikita Khrouchtchev.

Le nouveau Comité Central reflète justement cette prise du pouvoir par la clique de Nikita Khrouchtchev. il compte 133 titulaires contre 125 auparavant, avec 122 suppléants contre 111 auparavant.

Des 125 membres du Comité Central élu en 1952 au XIX congrès, 44 avaient été écartés. 33 % des membres du Comité Central issu du XXe congrès étaient nouveaux, avec le quart des nouveaux membres étant lié à l'activité de Nikita Khrouchtchev en Ukraine.

Sur ces 255 titulaires et suppléants du Comité Central, pratiquement la moitié – 123 – sont des secrétaires des républiques, territoires autonomes et régions. Leur nombre était de 92 sur 236 au congrès précédent. Le Parti est ici asphyxié par l'appareil de direction.

Cela est d'autant plus marquant que le nombre de membres du Comité Central relevant de l'administration étatique est le même (48 titulaires et 52 suppléants, 44 et 54 précédemment). On trouve, dans le même ordre d'idée, seulement 3 intellectuels membres titulaires du Comité Central, 8 militaires, 1 dirigeant syndical.

On ne trouve pareillement que deux responsables de l'appareil de sécurité : le ministre de l'intérieur venant d'être nommé, et le responsable de la sécurité d'État. On a trois responsables militaires : les maréchaux Georges Joukov, ministre de la Défense, Radion Malinovski, commandant de la région militaire d'Extrême-Orient, et Cyrille Moskalenko, commandant de la région de Moscou.

Radion Malinovski, très proche de Nikita Khrouchtchev, deviendra rapidement le principal responsable des forces armées et une figure majeure du social-impérialisme soviétique.

A cela s'ajoute que le Comité Central, dès sa première réunion, nomma également quatre proches de Nikita Khrouchtchev comme candidats au Présidium, sur les six possibles, et alors que le Présidium disposait de 11 membres en tout. Trois de ces candidats étaient par ailleurs membres du Secrétariat du Comité Central, qui comptait au total huit membres (dont trois déjà membres du Présidium).

La présentation du « rapport secret » lors du XXe congrès du PCUS

La réunion à huis-clos annoncé inopinément le matin du vendredi eut du retard. Elle devait commencer à 18h, elle eut en fait lieu peu après minuit.

Nicolai Boulganine prit le premier la parole, pour simplement annoncer que Nikita Khrouchtchev allait s'adresser aux délégués. Celui-ci fit immédiatement la précision suivante :

« Nous devrions examiner très sérieusement la question du culte de la personnalité.

Aucune nouvelle à ce sujet ne devra filtrer à l'extérieur; la presse spécialement ne doit pas en être informée. C'est donc pour cette raison que nous examinons cette question ici, en séance à huis clos du Congrès. Il y a des limites à tout.

Nous ne devons pas fournir des munitions à l'ennemi; nous ne devons pas laver notre linge sale devant ses yeux. Je pense que les délégués au Congrès comprendront et évalueront à leur juste valeur toutes les propositions qui leur seront faites.

(Applaudissements tumultueux.) »

Voici le tout début de son propos. Il faut bien noter qu'il s'agit de la version « officielle » du texte. Il n'y a pas eu de retranscription ni d'enregistrement du discours lu par Nikita Khrouchtchev. Il fut également interdit de prendre des notes.

« Camarades,

Dans le rapport du Comité central du Parti au XXe Congrès, dans un certain nombre de discours prononcés par des délégués au Congrès, ainsi que lors de réunions plénières du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, pas mal de choses ont été dites au sujet du culte de la personnalité et de ses conséquences néfastes.

Après la mort de Staline, le Comité central du Parti a commencé à appliquer une politique tendant à expliquer brièvement, mais d'une façon positive, qu'il était intolérable et étranger à l'esprit du marxisme-léninisme d'exalter une personne et d'en faire un surhomme doté de qualités surnaturelles à l'égal d'un dieu. Un tel homme est supposé tout savoir, penser pour tout le monde, tout faire et être infailible.

Ce sentiment à l'égard d'un homme, et singulièrement à l'égard de Staline, a été entretenu parmi nous pendant de nombreuses années.

Le but du présent Rapport n'est pas de procéder à une critique approfondie de la vie de Staline et de ses activités. Sur les mérites de Staline suffisamment de livres, d'opuscules et d'études ont été écrits durant sa vie. Le rôle de Staline dans la préparation et l'exécution de la révolution socialiste, lors de la guerre civile, ainsi que dans la lutte pour l'édification du socialisme dans notre pays est universellement connu. Chacun connaît cela parfaitement.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est une question qui a une importance pour le Parti actuellement et dans l'avenir.

Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment le culte de la personne de Staline n'a cessé de croître, comment ce culte devint, à un moment précis, la source de toute une série de perversions graves et sans cesse plus sérieuses des principes du Parti, de la démocratie du Parti; de la légalité révolutionnaire.

En raison du fait que tout le monde ne semble pas encore bien comprendre les conséquences pratiques, résultant du culte de l'individu, le grave préjudice causé par la violation du principe de la direction collective du Parti du fait de l'accumulation entre

les mains d'une personne d'un pouvoir immense et illimité, le Comité central du Parti considère qu'il est absolument nécessaire de remettre au XXe Congrès du parti communiste de l'Union soviétique tout le dossier de cette question. »

Nikita Khrouchtchev lut ensuite pendant plusieurs heures son discours intitulé « Sur le culte de la personnalité et ses conséquences ».

Il n'y eut ni questions, ni débats. Le rapport secret se termina par un vote des délégués soutenant ce qui avait été dit. Pendant ce temps, les délégations étrangères avaient accès au document par écrit au Kremlin, mais sans le droit de prendre des notes.

Il y avait, de toutes façons, une seule idée de fond. Car le discours de Nikita Khrouchtchev a une particularité précise : il aborde de très nombreux thèmes, mais ni la question du rôle dirigeant du Parti, ni l'industrialisation menée. Il se focalise sur le « culte de la personnalité », avec la personne de Staline présentée comme « brutale », amenant la « violation » des normes du Parti et les vastes opérations de répression, soulignant aussi le rôle « exagéré » attribué à Staline durant la Seconde Guerre mondiale.

Pour renforcer cette atmosphère, le « testament de Lénine » fut également distribué dès le départ aux délégués.

Le sens du « rapport secret » du XXe congrès du PCUS

La logique de Nikita Khrouchtchev est très simple. Le XIXe congrès avait posé une nouvelle étape : celle d'aller du socialisme au communisme. Il était donc ouvertement affirmé que tout un cycle était terminé.

Nikita Khrouchtchev pouvait donc parler de la période d'avant 1952 comme quelque chose relevant irrémédiablement du passé, puisqu'on était censé être passé à totalement autre chose.

La critique de Staline ne tient pas seulement à la mort de celui-ci en 1953, bien au contraire même : elle tient à la mise en place en 1952 d'une direction collective, le poste de secrétaire général du Parti disparaissant.

Staline lui-même avait fait la promotion d'une direction collective. Or, c'est une erreur historique : en raison du développement inégal, il se cristallise toujours un dirigeant, en interaction avec la direction dans son ensemble.

Nikita Khrouchtchev peut donc parler au nom de la direction collective d'autant plus facilement que celle-ci a été mise en place par les institutions dans leur ensemble.

Et il peut critiquer le passé au nom d'une étape supérieure, nouvelle, ouverte par le XIXe congrès. À ce moment-là, l'œuvre de Staline fait déjà ouvertement office d'action passée, de contribution à la situation présente.

Bien entendu, cela n'est qu'une forme. Le contenu est la volonté de former une caste bureaucratique

profitant de la situation en trouvant un accord avec les États-Unis d'Amérique, ce qui aboutit à la formation d'une nouvelle bourgeoisie.

Cependant, le XXe congrès ne joue que sur la forme. C'est d'ailleurs pour cela que Nikita Khrouchtchev se fera éjecter par la suite : à avoir trop appuyé sur la forme, les déséquilibres devenaient trop importants pour une véritable bourgeoisie instaurant son pouvoir et systématisant sa domination.

Nikita Khrouchtchev est un bureaucrate opportuniste à l'initiative d'une nouvelle caste ; après lui on a carrément une bourgeoisie installée au cœur d'un pays organisé en un social-impérialisme. Il y a une différence de qualité.

Nikita Khrouchtchev se situe entièrement sur le terrain du XIXe congrès, sur sa logique de « direction collective » et de simple appui au développement des forces productives pour instaurer à court terme le communisme. Il ne modifiera jamais cette approche tout au long de la période où il fut de facto le chef de l'URSS.

Nikita Khrouchtchev, quand il affirmait que l'URSS instaurerait le communisme au début des années 1980, se situait entièrement sur le terrain du XIXe congrès.

Le « rapport secret » du XXe congrès du PCUS et le rejet de l'appareil de sécurité d'Etat

Nikita Khrouchtchev se situant sur le terrain du XIXe congrès, il appuie les points relatifs à celui-ci. Le XIXe congrès ayant instauré une « direction collective » et aboli le poste de secrétaire général du Parti, il passe par là pour condamner le passé – évidemment par rapport à un présent censé être impeccable par définition même.

« Ainsi que l'ont prouvé les événements ultérieurs, l'inquiétude de Lénine était justifiée: dans la première période qui a suivi la mort de Lénine, Staline prêtait encore attention à ses conseils [à ceux de Lénine], mais plus tard il commença à ignorer les graves avertissements de Vladimir Ilitch.

Quand on analyse la façon d'agir de Staline à l'égard de la direction du Parti et du pays, quand on s'arrête à considérer tout ce que Staline a commis, il faut bien se convaincre que les craintes de Lénine étaient justifiées.

Le côté négatif de Staline, qui, du temps de Lénine, n'était encore que naissant, s'était transformé dans les dernières années en un grave abus de pouvoir par Staline, qui a causé un tort indicible à notre Parti.

Nous devons étudier sérieusement et analyser correctement cette question afin d'être à même de prévenir toute possibilité d'un retour, sous quelque forme que ce soit, de ce qui s'est produit du vivant de Staline, qui ne tolérait absolument pas la direction et le travail collectifs et qui pratiquait la violence brutale, non seulement contre tout ce qui

s'opposait à lui, mais aussi contre tout ce qui paraissait, à son esprit, capricieux et despotique, contraire à ses conceptions. »

Si la critique en restait là, on aurait pu comprendre qu'il s'agit d'une rectification, Nikita Khrouchtchev asseyant son pouvoir et avec lui toute une clique opportuniste. Cependant, l'URSS de Staline était socialiste et il existait par conséquent un appareil de sécurité d'État.

La base socialiste était préservée par celui-ci, toute la société étant organisée en fonction de lui et inversement. Cela est évidemment inacceptable pour une clique désireuse d'agir comme bon lui semble.

Elle avait donc décapité dès la mort de Staline l'appareil de sécurité d'État et instauré un KGB à son service. Mais il lui fallait également idéologiquement dénoncer la lutte de classes et cela était d'autant plus important de le faire que la lutte des classes avait abouti à frapper les éléments traîtres dans le Parti lui-même.

Ces éléments traîtres étant opportunistes, ils convergeaient par définition avec la clique de Nikita Khrouchtchev. Il était d'autant plus important de se focaliser sur la période 1937-1938 où l'appareil de sécurité d'État avait été en première ligne pour assumer la lutte des classes, protéger l'État socialiste, frappant jusque dans le Parti.

Voici comment Nikita Khrouchtchev expose cela.

« Staline n'agissait pas par persuasion au moyen d'explications et de patiente collaboration avec des gens, mais en imposant ses conceptions et en exigeant une soumission absolue à son opinion. Quiconque s'opposait à sa conception ou essayait d'expliquer son point de vue et l'exactitude de sa position était destiné à être retranché de la collectivité dirigeante et voué par la suite à l'annihilation morale et physique.

Cela fut particulièrement vrai pendant la période qui a suivi le XVIIIe Congrès, au moment où d'éminents dirigeants du Parti et des militants honnêtes et dévoués à la cause du communisme sont tombés, victimes du despotisme de Staline.

Nous devons affirmer que le Parti a mené un dur combat contre les trotskistes, les droitiers et les nationalistes bourgeois et qu'il a désarmé idéologiquement tous les ennemis du léninisme. Ce combat idéologique a été conduit avec succès, ce qui a eu pour résultat de renforcer et de tremper le Parti. Là, Staline a joué un rôle positif (...).

Il est intéressant de noter le fait que, même pendant que se déroulait la furieuse lutte idéologique contre les trotskistes, les zinoviévistes, les boukhariniens et les autres, on n'a jamais pris contre eux des mesures de répression extrêmes. La lutte se situait sur le terrain idéologique.

Mais quelques années plus tard, alors que le socialisme était fondamentalement édifié dans notre pays, alors que les classes exploitantes étaient généralement liquidées, alors que la structure sociale soviétique avait radicalement changé, alors que la base sociale pour les mouvements et les groupes politiques hostiles au Parti s'était extrêmement rétrécie, alors que les adversaires idéologiques du Parti étaient depuis longtemps

vaincus politiquement, c'est alors que commença la répression contre eux.

C'est exactement pendant cette période (1936-1937-1938) qu'est née la pratique de la répression massive au moyen de l'appareil gouvernemental, d'abord contre les ennemis du léninisme - trotskistes, zinoviévistes, boukhariniens - depuis longtemps vaincus politiquement par le Parti, et également ensuite contre de nombreux communistes honnêtes, contre les cadres du Parti qui avaient porté le lourd fardeau de la guerre civile et des premières et très difficiles années de l'industrialisation et de la collectivisation, qui avaient activement lutté contre les trotskistes et les droitiers pour le triomphe de la ligne du parti léniniste.

Staline fut à l'origine de la conception d'« ennemi du peuple ».

Ce terme rendit automatiquement inutile d'établir la preuve des erreurs idéologiques de l'homme ou des hommes engagés dans une controverse; ce terme rendit possible l'utilisation de la répression la plus cruelle, violant toutes les normes de la légalité révolutionnaire contre quiconque, de quelque manière que ce soit, n'était pas d'accord avec lui; contre ceux qui étaient seulement suspects d'intentions hostiles, contre ceux qui avaient mauvaise réputation.

Ce concept d'« ennemi du peuple » éliminait en fait la possibilité d'une lutte idéologique quelconque, de faire connaître son point de vue sur telle ou telle question, même celle qui avait un caractère pratique.

Pour l'essentiel et en fait la seule preuve de culpabilité dont il était fait usage, contre toutes les normes de la science juridique actuelle, était la "confession" de l'accusé lui-même; et comme l'ont prouvé les enquêtes faites ultérieurement, les "confessions" étaient obtenues au moyen de pressions physiques contre l'accusé.

Cela a conduit à des violations manifestes de la légalité révolutionnaire et au fait que de nombreuses personnes, parfaitement innocentes, qui, dans le passé, avaient défendu la ligne du Parti, devinrent des victimes. »

C'est là une dénonciation très claire de la lutte des classes en URSS. La lutte contre les éléments capitulant dans la construction de l'URSS – les trotskystes, zinoviévistes, boukhariniens, etc. - est fort logiquement acceptée puisque la clique de Nikita Khrouchtchev est à la tête de l'URSS.

Mais elle ne peut pas accepter les luttes de classes en URSS même, parce qu'elle a désormais le pouvoir et qu'elle ne veut pas de celles-ci, mais également parce que cela impliquait la capacité de l'appareil de sécurité d'État à posséder une primauté technique sur le Parti, qui est désormais le sas de la bureaucratie formant une nouvelle bourgeoisie.

Le « rapport secret » du XXe congrès du PCUS et la « légalité socialiste »

Nikita Khrouchtchev ne pouvait pas que dénoncer une période particulière, même si elle relevait de la lutte des classes la plus haute. Il devait également faire en sorte que la caste bureaucratique

prenant forme, se façonnant comme nouvelle bourgeoisie, puisse s'approprier de manière aisée, tranquille pour ainsi dire, les différents leviers de la société.

Il dut donc faire une sorte de contrat, en disant en résumé : moi et ma clique on prend la direction, mais on s'occupe de vous permettre de vous installer, car de toutes façons on va faire en sorte que les moindres problèmes se résolvent de manière désormais bourgeoise-pacifique.

En langage pseudo-communiste, cela donne : la direction collective s'impose comme seule forme apte à maintenir la « légalité socialiste », car sinon c'est le triomphe de l'arbitraire.

Il va de soi que Nikita Khrouchtchev insiste particulièrement sur ce dernier aspect, car il doit à tout prix rassurer la caste bureaucratique s'installant, afin de maintenir sa position.

Ce qui est par ailleurs marquant ici, c'est que la plupart des dénonciations de Staline dans les pays impérialistes s'appuient directement sur les pseudos-explications de Nikita Khrouchtchev.

Voici donc la formulation, à mots voilés, du contrat bourgeois-pacifique de résolution des questions internes à la caste bureaucratique, à travers la dénonciation fantasmée de Staline.

« Pour quelle raison les répressions de masse contre les activistes n'ont-elles cessé d'augmenter après le XVIIe Congrès ?

C'est parce que, à l'époque, Staline s'était élevé à un tel point au-dessus du Parti et au-dessus de la Nation qu'il avait cessé de prendre en considération le Comité central ou le Parti.

Alors qu'il avait toujours tenu compte de l'opinion de la collectivité avant le XVIIe Congrès, après la totale liquidation politique des trotskistes, des zinoviévistes et des boukhariniens, au moment où cette lutte et les victoires socialistes avaient conduit à l'unité du Parti, Staline avait cessé, à un point toujours plus grand, de tenir compte des membres du Comité central du Parti et même des membres du Bureau politique.

Staline pensait que, désormais, il pouvait décider seul de toutes choses et que les figurants étaient les seuls gens dont il ait encore besoin; il traitait tous les autres de telle sorte qu'ils ne pouvaient plus que lui obéir et l'encenser.

Après l'assassinat criminel de S.M. Kirov, commencèrent les répressions de masse et les brutales violations de la légalité socialiste. Le soir du 1er décembre 1934, sur l'initiative de Staline (sans l'approbation du Bureau politique, qui fut acquise par hasard deux jours plus tard), le secrétaire du Présidium du Comité central exécutif, Enoukidzé, signait la directive suivante :

« 1. Ordre est donné aux organismes d'instruction d'accélérer l'étude des procès de ceux qui sont accusés de préparation ou d'exécution d'actes terroristes.

2. Ordre est donné aux organes judiciaires de ne pas suspendre l'exécution des sentences de mort relatives aux crimes de cette catégorie

afin d'étudier les possibilités de grâce, du fait que le Présidium du Comité central exécutif de l'URSS ne considère pas possible de recevoir les pétitions de cette nature.

3. Ordre est donné aux organismes du commissariat des Affaires intérieures d'exécuter les sentences de mort contre les criminels de la catégorie ci-dessus immédiatement après le prononcé de ces sentences. »

Cette directive devint la base des actes massifs d'abus contre la légalité socialiste.

Au cours de nombreux procès les accusés durent répondre de « la préparation » d'actes terroristes ; cela les privait de toute possibilité de réexamen de leurs procès, même lorsqu'ils déclaraient devant le tribunal que leurs « aveux » leur avaient été arrachés de force et que, d'une manière convaincante, ils apportaient la preuve de la fausseté des accusations portées contre eux. »

Les accusations de Nikita Khrouchtchev sont pratiquement de nature apolitique ; c'est qu'il défend le point de vue bourgeois de rapports pacifiés – conformément aux besoins de la bourgeoisie naissante et se structurant en URSS.

Le « rapport secret » du XXe congrès du PCUS et les affabulations sur le culte de la personnalité

L'une des affirmations essentielles de Nikita Khrouchtchev au XXe congrès est que Staline aurait organisé autour de lui un « culte de la personnalité ». Or, il n'a jamais été parlé de la personnalité de Staline au sens strict, seulement de sa réalité dirigeante aux différents niveaux (idéologique, politique, économique, militaire, etc.).

Nikita Khrouchtchev fait exprès de gommer toute la dimension éducative-propagandiste de la question de Staline. Il dresse donc un réquisitoire-catalogue, encore une fois censé être justifié par le XIXe congrès.

Il faut bien voir que comme ce congrès a supprimé le poste de secrétaire général du Parti, alors il y a un espace pour le rejet de la mise en valeur des dirigeants. Nikita Khrouchtchev cadre habilement par rapport à cet aspect, comme ici :

« Et est-ce à l'insu de Staline que de nombreuses villes et entreprises ont pris son nom?

Est-ce à son insu que des monuments à Staline ont été élevés dans tout le pays - ces « monuments commémoratifs pour un vivant »?

C'est un fait que Staline lui-même avait signé le 2 juillet 1951 une résolution du Conseil des ministres de l'URSS concernant l'érection, sur le canal Volga-Don, d'un impressionnant monument à Staline ; le 4 septembre de la même année, il avait publié un décret accordant trente-trois tonnes de cuivre pour la construction de ce monument massif.

Quiconque a visité la région de Stalingrad a certainement vu l'immense statue qui y est édiflée, et cela dans un lieu que ne fréquente presque personne. Des sommes considérables ont été dépensées pour l'édifier, alors que les gens de cette région vivaient depuis la guerre dans des huttes. »

Les accusations de Nikita Khrouchtchev sont clairement de mauvaise foi et cherchent uniquement à dresser un tableau pittoresque jusqu'au grotesque. Il dit par exemple :

« Il y a lieu de noter que Staline dressait ses plans [pour la Seconde Guerre mondiale] en utilisant un globe terrestre. (Remous dans la salle.) »

Or, les capacités de dirigeant militaire de Staline sont extrêmement connues et l'in vraisemblance du propos est de toute façon évidente.

Voici un autre exemple du même type :

« C'est à travers des films qu'il connaissait la campagne et l'agriculture. Et ces films avaient beaucoup embelli la réalité dans le domaine de l'agriculture.

De nombreux films peignaient sous de telles couleurs la vie kolkhozienne, que l'on pouvait voir des tables crouler sous le poids des dindes et des oies. Évidemment, Staline croyait qu'il en était effectivement ainsi. »

La critique de Nikita Khrouchtchev vise à faire de Staline un monstre, afin de dépolitiser la question. Cela provoquera beaucoup de troubles en URSS dans les mois qui suivirent : comment une personne censée être folle et criminelle a-t-elle pu être à la tête du Parti, comme l'a affirmé Nikita Khrouchtchev ?

L'in vraisemblance des propos de Nikita Khrouchtchev était ainsi très offensive, mais également source d'instabilité profonde quant à la légitimité de l'ensemble du régime. Cela sera un aspect déterminant pour sa mise de côté par la suite par la clique dirigeant l'URSS.

Un autre exemple d'affabulation est l'accusation de Nikita Khrouchtchev à l'encontre de Staline d'avoir entièrement bloqué l'attribution du Prix Lénine instauré en 1925 ; en réalité le prix a bien été attribué, jusqu'en 1935.

Mais il ne faut pas rater l'aspect principal : la remise en cause de l'appareil de sécurité d'État, au nom de la pacification bourgeoise. Beria est autant visé que Staline. Nikita Khrouchtchev dit ainsi dans son « rapport secret » :

« Un rôle spécialement bas a été joué par un ennemi féroce de notre parti, Béria, agent d'un service d'espionnage étranger dans l'organisation de certaines affaires sales et honteuses. Béria avait gagné la confiance de Staline.

De quelle manière ce provocateur parvint-il à atteindre une situation au sein du Parti et de l'État, de façon à devenir le premier vice-président du Conseil des ministres de l'Union soviétique et le membre du Bureau politique du Comité central?

Il est maintenant prouvé que ce scélérat a gravi les différents échelons du pouvoir en passant sur un nombre incalculable de cadavres.

Existait-il des indices indiquant que Béria était un ennemi du Parti? Il en existait, en effet. Déjà en 1937, lors d'un plénum du Comité central, l'ancien commissaire du Peuple à la Santé publique Kaminski, déclarait que Béria travaillait pour les services d'espionnage du Moussavat.

Le plénum du Comité central avait à peine achevé ses travaux que Kaminski était arrêté et fusillé.

Est-ce que Staline avait examiné la déclaration de Kaminski?

Non, parce que Staline avait confiance en Béria et que cela lui suffisait. Et, lorsque Staline croyait en quelqu'un ou en quelque chose, personne ne pouvait avancer une opinion contraire. Quiconque aurait osé exprimer une opinion contraire aurait subi le sort de Kaminski. »

Le noyau dur de la dynamique de Nikita Khrouchtchev, c'est l'appel général à la pacification bourgeoise :

« Camarades! Le culte de l'individu a provoqué l'emploi de principes erronés dans le travail du Parti et dans l'activité économique; il a conduit à la violation des règles de la démocratie intérieure du Parti et des soviets, à une administration stérile, à des déviations de toutes sortes, dissimulant les lacunes et fardant la réalité. Notre Nation a donné naissance à de nombreux courtisans et spécialistes du faux optimisme et de la duperie. »

La révélation très progressive des thèses du « rapport secret » en URSS

Le fameux rapport secret de Nikita Krouchtchev le resta entièrement. Il était considéré comme un document interne à l'élite du Parti, élite bien évidemment choisie par les révisionnistes depuis 1953 et même avant, vue la nature du XIXe congrès de 1952.

Il fut ainsi imprimé et distribué le premier mars 1956 aux membres les plus anciens des fonctionnaires du Comité Central, le document passant le cinq mars de « top secret » à « pas à publier ». Il ne fut d'ailleurs publié en tant que tel qu'en 1989.

L'onde de choc traversa cependant l'URSS. Elle provoqua une révolte de masse en Géorgie, dont la capitale Tbilissi fut paralysée le 9 mars, avant l'écrasement par les tanks. Un autre exemple héroïque fut la grande révolte des nombreux communistes émigrés de Grèce à la suite de la guerre civile, qui menèrent une immense bataille anti-révisionniste dans la ville de Tachkent, elle-aussi noyée dans le sang.

La première référence de la *Pravda* à l'existence du « rapport secret » date de quatre mois après le congrès, mais seulement en référence des critiques faites à l'étranger par des communistes à ce sujet. Cela restait toutefois flou, car la norme était que les attaques faites à l'étranger contre Staline s'appuyant sur le XXe congrès, qui commencèrent en mars 1956 avec Walter Ulbricht en RDA, étaient censurées des compte-rendus.

La rumeur d'un rapport secret s'était donc lentement répandue en URSS dans le mois suivant le XXe congrès, avec également un encadrement effectué par des meetings du Parti au sujet des résolutions prises par le congrès.

Il est très difficile de savoir à quel point ces meetings – dans les entreprises, les bureaux, les usines, etc. - ont touché de larges masses, et dans quelle mesure ils ont été structurés en amont par les partisans de Nikita Khrouchtchev.

Il y a en tout cas clairement le souci d'accompagner les masses de manière très lente dans un rejet de Staline. Ainsi, la radio soviétique ne diffusa plus l'hymne soviétique que sans les paroles, car celles-ci font référence à Staline.

Le précis d'histoire du PCUS(b), le document communiste le plus édité de la première partie du XXe siècle, le manuel communiste par excellence, disparut des librairies. L'Institut Marx-Engels-Lénine-Staline devint l'Institut pour le marxisme-léninisme.

Les représentations de Staline telles que les statues, bustes, photos, affiches... commencèrent rapidement à disparaître, et ce jusqu'au musée Lénine, la galerie Trétiakov et le musée militaire.

Les usines automobiles Staline à Moscou abandonnèrent la référence nominative, pour prendre finalement celle de l'ancien manager I.A. Likhachev.

Mieux encore, dans les écoles, l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale fut abandonné pour l'année 1956 et les épreuves d'histoire annulées à la fin de l'année. La principale historienne, Anna Pankratova, annonça dans une interview à la radio qu'il y avait une relecture en train d'être faite de l'histoire soviétique et qu'il faudrait du temps pour sa mise en place.

Le 28 mars, la *Pravda* publia un éditorial dénonçant le culte de la personnalité, qui a « pris des formes toujours plus monstrueuses et a provoqué des dégâts sérieux à notre cause », aboutissant à des « distorsions des principes du Parti et de la démocratie du Parti, la violation de la loi révolutionnaire et des répressions injustifiées ».

Cela n'impliquait pas un rejet de Staline, qui avait rendu de nombreux « grands services » et qui était « l'un des plus forts marxistes ». Cette démarche fut accompagnée d'articles du même type, de plus en plus critiques mais à chaque fois dans un domaine spécifique seulement, dans l'organe de l'armée *L'étoile rouge*, ainsi que dans la *Gazette littéraire* et dans *Questions d'histoire*, avant d'être systématisée aussi à *La vie du Parti*, le *Bulletin du Soviet suprême*, la revue *L'État soviétique et la loi*, etc.).

La revue *L'État soviétique et la loi* attaqua le procureur Andreï Vichinsky, la grande figure du droit

de l'URSS socialiste ; la revue *La Gazette littéraire* dénonça les effets du culte de la personnalité dans la littérature et les arts, etc.

Le 5 avril, la *Pravda* publia également un éditorial attaquant des positions « anti-Parti » s'étant exprimées dans le PCUS et qui auraient le tort d'assimiler la critique du culte de la personnalité à celle de la ligne politique du Parti alors.

Le 7 avril, la presse et la radio mentionnèrent très largement la parution par la *Pravda* de l'éditorial légèrement abrégé du *Quotidien du peuple*, l'organe de presse communiste chinois, au sujet de la question de Staline.

Deux éléments contenus dans l'article n'avaient pas encore été officiellement employés par les médias soviétiques : l'accusation selon laquelle Staline aurait manqué de vigilance en 1941, et la considération comme quoi la ligne par rapport à la Yougoslavie titiste aurait été erronée.

L'accusation chinoise concernant 1941 fut reprise par la revue *La gazette militaire* à la fin avril, critiquée comme revenant à une critique du Parti le 9 mai par la revue de l'armée *L'étoile rouge*, soutenue finalement par *Questions d'histoire* et enfin par la revue théorique du Parti *Kommunist* elle-même.

Tout cela servait la mise en place pas à pas de la liquidation de Staline. Pour cette raison de lenteur de progression, les critiques de Staline allant plus loin et qu'on trouvait en Pologne, en RDA, en Tchécoslovaquie, continuèrent à être censurées.

Chaque porte devait être ouverte lentement et spécifiquement, et spécifiquement seulement, pour éviter les troubles. La revue théorique du Parti, *Kommunist*, devait d'ailleurs admettre dans son numéro d'avril que :

« Les décisions du XXe Congrès sur l'abolition du culte de la personnalité n'ont pas été unanimement approuvées en Union soviétique. »

Une autre technique indirecte fut la publication de documents annonciateurs d'une mise en valeur de figures auparavant réprouvées. En publiant le 22 avril une lettre de Lénine à Rykov, la *Pravda* officialisait sa réhabilitation. La revue *Questions d'histoire* fit même avec des figures purgées comme Stanislav Kossior, Nikolai Voznesensky, Pavel Postyshev, Ian Roudzoutak, Vlas Chubar, etc.

La même revue publia également des articles remettant en cause le rôle de Staline, par exemple comme dirigeant de la branche caucasienne de la social-démocratie de 1903 à 1905 ; la publication du 40e volume de la *grande encyclopédie soviétique* fut également repoussée, en raison de toute une série de modifications devant être réalisées.

Enfin, la revue de la jeunesse communiste, la *Komsomolskaya Pravda*, publia en partie le « testament de Lénine » sans aucune précision, à la mi-mai 1956. Un mois plus tard il fut publié en entier dans *Kommunist* avec un éditorial expliquant que « Staline avait commis des erreurs sérieuses de direction dans l'agriculture, des affaires militaires et le domaine de la politique étrangère ».

La publication fut accompagnée d'autres textes de Lénine, le tout fut rassemblé sous la forme d'un pamphlet publié à un million d'exemplaires, suivi d'un autre avec le texte du 30 juin 1956 du Comité Central du PCUS sur « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences ».

Entre-temps, le 27 juin 1956, la *Pravda* republia un article du *New York Daily Worker*, écrit par Eugene Dennis. Celui-ci parlait du rapport secret, mais de manière mesurée et louant la direction du PCUS. Il fut donc utilisé pour apporter la première véritable reconnaissance officielle, indirecte, en URSS même, qu'il y avait bien eu un rapport secret.

Le « rapport secret » et le document « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences »

Les révisionnistes avaient pu, à la suite du XXe congrès du PCUS, littéralement matraquer l'opinion publique petit bout par petit bout, évitant absolument de centraliser le débat et donc d'avoir à faire face à une problématique idéologique.

La publication, le 30 juin 1956, d'un document du Comité Central intitulé sur « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » est le point culminant de cette séquence.

Il s'agit de la version « acceptable » en URSS du rapport secret. Le ton est mesuré dans son expression et sa réalisation a été menée sous la supervision de celui qui est le grand théoricien de l'URSS de 1956 à son effondrement : Mikhaïl Souslov.

Le document, qui parut dans la *Pravda* le 2 juillet 1956, était la base idéologique officielle quant à la question de Staline. Tout est présenté comme une rectification du travail du Parti, alors qu'il s'agit d'une liquidation.

Cela est d'autant plus facile que le XXe congrès se place aisément dans la continuité du XIXe congrès, c'est-à-dire dans la situation de « l'édification du communisme », avec l'affirmation de la primauté du développement des forces productives, au dépens de toute question politique.

On lit ainsi :

« Le XX^e Congrès du Parti, qui a marqué une nouvelle étape dans le développement fructueux du marxisme-léninisme, a donné une profonde analyse de la situation internationale et intérieure contemporaine, a armé le Parti communiste et tout le peuple soviétique d'un plan grandiose pour poursuivre la lutte pour l'édification du communisme, a ouvert de nouvelles perspectives pour l'action commune de tous les partis de la classe ouvrière en vue d'écarter la menace d'une nouvelle guerre et de défendre les intérêts des travailleurs (...).

Les milieux réactionnaires des États-Unis et de certaines autres puissances capitalistes sont manifestement préoccupés par le grandiose programme de lutte pour la consolidation de la paix, tracé par le XX^e Congrès du PCUS. (...)

Il n'est pas fortuit que ce soit les milieux impérialistes des États-Unis qui aient fait le plus de bruit autour de la lutte contre le culte de la personnalité en URSS. L'existence de

phénomènes négatifs liés à ce culte présentait pour eux l'avantage de pouvoir utiliser ces faits pour lutter contre le socialisme.

Maintenant que notre parti élimine hardiment les conséquences du culte de la personnalité, les impérialistes considèrent cela comme un facteur qui accélère le mouvement de notre pays en avant, vers le communisme, et qui affaiblit les positions du capitalisme (...).

La presse bourgeoise mène une large campagne antisoviétique de calomnies, pour laquelle les milieux réactionnaires cherchent à utiliser certains faits relatifs au culte de J.V. Staline, condamné par le Parti communiste de l'Union Soviétique. Les organisateurs de cette campagne mettent tout en œuvre pour « brouiller les cartes », pour dissimuler le fait qu'il s'agit d'une étape dépassée dans la vie du pays des Soviets (...).

Le culte de la personnalité est contraire à la nature du régime socialiste et est devenu un frein sur la voie du développement de la démocratie soviétique et du progrès de la société soviétique vers le communisme. »

Le document de la direction du PCUS « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » dépolitise habilement toute la question du « culte de la personnalité » en la plaçant sous l'angle d'une amélioration de la réalité soviétique.

Le document « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » et la question historique de Staline

Le document du Comité Central intitulé sur « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » se veut rigoureusement dans la continuité de l'esprit du XIXe congrès. Il présente le rejet de Staline comme une simple rectification par rapport au culte de la personnalité, une simple correction technique.

Cette approche va avoir une grande réussite là où le niveau idéologique est faible et de par l'espace ouvert par le XIXe congrès comme quoi l'URSS serait dans une époque entièrement nouvelle.

Cette approche touche même l'interprétation faite de Staline, dont la signification historique consisterait en un simple accident, un sous-produit d'une certaine situation. Cette thèse est l'explication classique des révisionnistes.

Voici comment le document du Comité Central du PCUS présente la chose :

« Pendant plus d'un quart de siècle, le pays des Soviets a été le seul pays qui frayait à l'humanité la voie du socialisme. Il était comme une forteresse assiégée, au milieu de l'encerclement capitaliste.

Après l'échec de l'intervention de 14 États en 1918-1920, les ennemis du pays des Soviets s'efforcèrent par tous les moyens de saper le premier État socialiste du monde. La menace d'une nouvelle agression impérialiste contre l'URSS s'accrut particulièrement après que le fascisme se fut emparé du pouvoir en Allemagne en 1933

(...)

Dans ce climat de la menace croissante d'une nouvelle guerre, du refus des puissances occidentales d'accepter les mesures maintes fois proposées par l'Union Soviétique pour mettre à la raison le fascisme et organiser la sécurité collective, le pays des Soviets fut contraint de tendre toutes ses forces pour consolider sa défense, pour combattre les manœuvres de l'encerclement capitaliste hostile.

Le Parti devait éduquer tout le peuple dans un esprit de constante vigilance en le mobilisant contre l'ennemi extérieur. Les manœuvres de la réaction internationale étaient d'autant plus dangereuses qu'une lutte de classe acharnée se poursuivait depuis longtemps à l'intérieur du pays et qu'il s'agissait de savoir : « qui l'emportera ? ».

Après la mort de Lénine, on vit s'intensifier, au sein du Parti, des tendances ennemies : trotskistes, opportunistes de droite, nationalistes bourgeois, qui repoussaient la théorie léniniste sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, ce qui aurait abouti, en fait, à la restauration du capitalisme en URSS. Le Parti engagea une lutte impitoyable contre ces ennemis du léninisme.

En réalisant les préceptes léninistes, le Parti communiste s'orienta vers l'industrialisation socialiste du pays, la collectivisation de l'agriculture et la mise en œuvre de la révolution culturelle.

Le peuple soviétique et le Parti communiste durent vaincre des obstacles et des difficultés incroyables dans l'accomplissement de ces tâches grandioses, en vue d'édifier la société socialiste dans un seul pays pris à part.

Notre pays devait liquider son retard séculaire, transformer toute son économie nationale sur des bases nouvelles, socialistes, en une période historique très courte, sans aucune aide économique de l'extérieur.

Cette situation internationale et intérieure complexe nécessitait une discipline de fer, une élévation inlassable de la vigilance, la centralisation la plus rigoureuse de la direction, ce qui ne pouvait pas ne pas influencer négativement le développement de certaines formes démocratiques. (...)

Mais déjà à l'époque, le Parti et le peuple considéraient ces restrictions comme temporaires, comme devant être éliminées à mesure que l'État soviétique se renforcerait et que les forces de démocratie et de socialisme se développeraient dans le monde. »

L'action de Staline représenterait donc un accident de parcours, une sorte de catastrophe inévitable, mais de toutes façons totalement dépassée. C'est une interprétation mécanique-historique qui ne fait même pas d'effort d'analyse, se contentant d'une argumentation servant en réalité les intérêts de la nouvelle bourgeoisie en URSS liquidant le socialisme.

Le document « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » et la question du rôle de Staline

Dans le prolongement de l'interprétation « historique » de Staline, le document du Comité Central intitulé sur « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » a une interprétation « psychologique » de Staline, *qui s'associe inévitablement à la remise en cause de l'appareil de sécurité d'État.*

La voici :

« Occupant pendant une longue période de temps le poste de secrétaire général du C.C. du Parti, J.V. Staline a lutté activement, avec d'autres dirigeants, pour appliquer les préceptes léninistes. Il était dévoué au marxisme-léninisme en tant que théoricien et grand organisateur.

Il a dirigé la lutte du parti contre les trotskistes, les opportunistes de droite, les nationalistes bourgeois, contre les manœuvres de l'encerclement capitaliste. Staline a acquis une grande autorité et une popularité dans cette lutte politique et idéologique.

Cependant, on commença à lier à son nom toutes nos grandes victoires, ce qui était une erreur. Les succès remportés par le Parti communiste et le pays des Soviets, la glorification de son nom lui tournèrent la tête. C'est dans cette situation que le culte de Staline commença à se former progressivement.

Le développement de ce culte fut favorisé, dans une mesure considérable, par certains traits individuels de J.V. Staline, dont le caractère négatif avait déjà été indiqué par V.I. Lénine.

À la fin de 1922, V. Lénine adressait au congrès du parti une lettre qui disait : « Le camarade Staline devenu secrétaire général a concentré dans ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il saura toujours s'en servir avec assez de prudence. (...) Staline est trop brutal, et ce défaut tout à fait tolérable entre nous, communistes, devient intolérable au poste de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades d'examiner le moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer quelqu'un d'autre, qui aurait sur le camarade Staline cette seule supériorité d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli (...), moins capricieux, etc. » (...)

Maintenu au poste de secrétaire général du Comité central, Staline tint compte des remarques critiques de Vladimir Illitch dans la première période après la mort de celui-ci. Cependant, par la suite, Staline qui avait surestimé immensément ses mérites, crut en sa propre infailibilité.

Certaines restrictions de la démocratie du parti et de la démocratie soviétique, inévitables dans les conditions de la lutte acharnée contre l'ennemi de classe et ses agents, puis plus tard dans les conditions de la guerre contre les envahisseurs fascistes allemands, Staline commença à les introduire comme règle dans la vie du parti et de l'État, violant grossièrement les principes léninistes de direction (...).

Staline se trouvait, en fait, hors de la critique. La formule erronée de Staline, selon laquelle à mesure que l'Union Soviétique progresse vers le socialisme la lutte de classe s'aggraverait davantage, a causé un grand préjudice à la cause de la construction socialiste, au développement de la démocratie à l'intérieur du parti et de l'État (...).

Cette formule théorique erronée servit, en pratique, pour justifier les violations les plus grossières de la légalité socialiste et la répression de masse. C'est justement dans ces conditions qu'était créée notamment une situation particulière pour les organismes de la sécurité d'État (...), au contrôle de ces organismes par le parti et le gouvernement se substitua progressivement le contrôle personnel de Staline, et l'administration habituelle de la justice fut souvent remplacée par ses décisions personnelles.

La situation se compliqua encore davantage lorsque la bande criminelle de Beria, agent de l'impérialisme international, se trouva placée à la tête des organismes de la sécurité d'État.

La légalité soviétique fut gravement violée et des répressions en masse furent déchaînées. Nombre de communistes et de Soviétiques sans-parti honnêtes ont été calomniés et ont souffert, sans l'avoir mérité, par suite des manœuvres des ennemis. »

La dénonciation révisionniste de Staline va toujours avec la condamnation :

- de l'appareil de sécurité d'État ;
- de la théorie de l'aggravation de la lutte des classes dans la construction du socialisme ;
- de « l'arbitraire » dominant dans le cadre des deux éléments précédents.

Le document « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » et la justification de la nouvelle direction

Le document du Comité Central intitulé sur « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » devait forcément justifier la direction actuelle du PCUS. Cela était compliqué, forcément, puisqu'elle vient directement de la période passée.

On a ainsi droit à de véritables contorsions visant à légitimer la direction ayant émergée depuis 1952-1953. Pour s'en sortir, le document s'appuie immanquablement sur le XIXe congrès : la période serait totalement différente, l'URSS n'a plus rien à voir avec avant, etc.

« Au sein du Comité central du Parti il a existé un noyau léniniste de dirigeants qui comprenaient avec justesse les besoins venus à maturité (...).

On ne peut dire qu'une résistance n'a pas été opposée aux phénomènes négatifs qui étaient liés au culte de la personnalité et qui freinaient la progression du socialisme. Bien plus, il y a eu des périodes, par exemple pendant la guerre, où les actes personnels de Staline ont été sensiblement limités, où les conséquences négatives des actes illégaux ou

arbitraires, etc. ont été sensiblement atténuées (...).

Après la victoire, les conséquences négatives du culte de la personnalité se sont de nouveau amplifiées. Le noyau léniniste du Comité central, dès la mort de Staline, a engagé résolument une lutte contre le culte de la personnalité et ses graves conséquences.

On peut se demander pourquoi ces personnes ne se sont pas dressées ouvertement contre Staline et ne l'ont pas écarté de la direction ? Dans les conditions données, cela était irréalisable (...).

Les Soviétiques voyaient en Staline un homme qui défend toujours l'URSS contre les manœuvres de l'ennemi, qui lutte pour la cause du socialisme (...). Toute prise de position contre lui n'aurait pas été comprise par le peuple (...).

Nombre de faits et d'actes erronés de Staline, surtout en ce qui concerne la violation de la légalité soviétique, n'ont été connus que ces derniers temps, seulement après sa mort, surtout après que la bande de Beria a été démasquée (...).

Ce serait une grossière erreur de tirer de l'existence dans le passé du culte de la personnalité la conclusion que des changements se seraient produits dans le régime social de l'URSS, ou de rechercher la source de ce culte dans la nature du régime social soviétique (...).

Aucun culte de la personnalité ne pouvait changer la nature de l'État socialiste fondé sur la propriété sociale des moyens de production, l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et l'amitié des peuples, bien que ce culte ait porté un sérieux préjudice au développement de la démocratie socialiste, à l'essor de l'initiative créatrice de millions d'hommes.

Penser qu'une personnalité isolée, même aussi importante que Staline, ait pu changer notre régime social et politique signifie entrer en contradiction profonde avec les faits, avec le marxisme, avec la vérité, tomber dans l'idéalisme (...).

Nos ennemis affirment que le culte de Staline n'aurait pas été engendré par des conditions historiques déterminées qui appartiennent déjà au passé, mais par le système soviétique lui-même, par le fait qu'à leur avis, il ne serait pas démocratique, etc. De telles affirmations calomnieuses sont réfutées par toute l'histoire du développement de l'État soviétique.

Les Soviets, en tant que nouvelle forme démocratique du pouvoir d'État, ont surgi comme le résultat de la création révolutionnaire des larges masses populaires dressées dans la lutte pour la liberté. Ils ont été et ils restent les organes du véritable pouvoir du peuple (...).

Lorsque, dans notre pays, les dernières classes exploiteuses eurent été liquidées, lorsque le socialisme fut devenu le système dominant dans toute l'économie nationale et que la situation internationale de notre pays eut radicalement changé, le cadre de la démocratie

soviétique s'est incommensurablement élargi et il continue de s'élargir (...).

Malgré le culte de la personnalité et en dépit de ce culte, la puissante initiative des masses populaires dirigées par le Parti communiste, initiative engendrée par notre régime, accomplissait sa grande œuvre historique (...).

Il n'est pas d'attaque haineuse et calomnieuse de nos ennemis qui puisse arrêter la marche irrésistible du développement historique de l'humanité vers le communisme. »

Il est véritablement frappant de voir que l'esprit du document est rigoureusement optimiste, au sens de triomphaliste. Le révisionnisme de Nikita Khrouchtchev ne se présente jamais comme un recul, mais toujours *comme une fantastique progression*.

Ne pas voir cela empêche de voir le soutien massif qu'il a obtenu.

La publication du « rapport secret » et son impact

Si le « rapport secret » ne fut pas publié en URSS avant 1989 et si son existence même était un non-dit, le document parvint dans les pays capitalistes qui s'empressèrent de le publier dans son intégralité.

Cela fut fait par le *New York Times* le 5 juin 1956, *Le Monde* le 6 juin 1956 et dans la version dominical du *Guardian*, appelé *The Observer*, le 10 juin 1956.

C'est la CIA qui obtint le document par l'intermédiaire des services secrets israéliens, qui eux-mêmes l'avaient obtenu par un journaliste polonais juif tombé dessus par hasard en rendant visite à sa petite amie travaillant comme apprentie secrétaire pour le premier secrétaire du Parti en Pologne.

Il est toutefois tout à fait possible qu'il s'agisse d'une légende et que le document fut fait passer exprès à l'Ouest à l'initiative de Nikita Khrouchtchev et de ses partisans.

La publication indirecte d'un tel document déboussola en tout cas totalement le Mouvement Communiste International. Le Parti Communiste italien, par la voix de Palmiro Togliatti en fut immédiatement satisfait tout en exprimant ouvertement le regret qu'il n'aille pas plus loin quant à la lutte contre une dégénérescence de l'URSS, ce que la résolution du PCUS sur « Le dépassement du culte de la personnalité et ses conséquences » trouve d'ailleurs dommageable.

Le Parti Communiste Français, dont Maurice Thorez, Jacques Duclos et Pierre Doize étaient à Moscou pour le XXe congrès, était bien plus réticent. Il accompagne finalement le processus, mais avec prudence.

La Chine populaire soutint le mouvement initialement, mais les dissensions en son sein s'exprimèrent et la grande bataille anti-révisionniste commença.

Mais, surtout, le « rapport secret » eut un impact dévastateur dans les pays de l'Est européen, nés du principe de démocratie populaire formulée justement à l'époque de Staline.

En République Démocratique Allemande, il scella le tournant révisionniste déjà entamé. Dès le 4 mars, le dirigeant du SED Walter Ulbricht expliqua dans *Neues Deutschland*, l'organe du Parti, que :

« On ne peut pas compter Staline parmi les classiques du marxisme. »

Tout comme le Tchécoslovaque Klement Gottwald revint gravement malade de l'enterrement de Joseph Staline, le dirigeant du Parti polonais Bolesław Bierut tomba malade à la fin du XXe congrès et décéda. Dans les deux cas, la thèse de l'assassinat ne laissa guère de doutes. Le successeur de Bolesław Bierut, Edward Ochab, dut faire face à une révolte immédiate en liaison avec une hausse des prix décidée ; la répression qu'il décida fit 90 morts et 900 blessés.

Pour cette raison, c'est Władysław Gomułka, autrefois emprisonné pour sa ligne contre-révolutionnaire, qui fut mis à la tête du Parti le 21 octobre 1956. Il prôna une « voie polonaise au socialisme » et obtint le départ des nombreux officiers soviétiques chapeautant l'armée polonaise et même le poste de ministre de la défense, avec le maréchal Constantin Rokossovski (d'origine polonaise).

L'écho fut immédiat en Hongrie : dès le 23 octobre, des milliers d'étudiants détruisirent à Budapest un monument en l'honneur de Staline. Les chars soviétiques arrivèrent dans la ville dès le lendemain, mais la situation se calma relativement avec l'arrivée au pouvoir du réformiste Imre Nagy, qui obtint le départ des chars le 30 octobre.

Cela jeta de l'huile sur le feu et les opposants commencèrent une chasse aux communistes dans Budapest. Lorsque Imre Nagy parla de quitter le pacte de Varsovie, les chars soviétiques revinrent et écrasèrent l'insurrection du 4 au 15 novembre 1956, faisant 5 000 morts et 60 000 prisonniers.

L'initiative de Nikita Khrouchtchev bouleversait réellement la situation et apparaissait comme un coup de tonnerre dans un ciel serein – même si ses fondements étaient en réalité profondément enracinés à partir de la grande polémique lancée par Eugen Varga dans l'URSS de l'immédiate après-guerre.

Le vacillement de la position de Nikita Khrouchtchev à la suite du XXe congrès du PCUS

Le grand remue-ménage dans les pays de l'Est européen et une opposition diffuse en URSS même affaiblissait grandement la position de Nikita Khrouchtchev. Lorsque ce dernier alla avec Anastas Mikoyan rendre visite en Pologne à Władysław Gomułka, en octobre 1956, il fut accompagné de Vyatslav Molotov et Lazare Kaganovitch, ce qui est un gage très clair aux forces opposées à lui.

Georgi Malenkov se rendit quant à lui à Budapest en janvier 1957 avec Nikita Khrouchtchev pour une réunion des dirigeants de l'Europe de l'Est et de l'URSS.

Et précisément durant cette période – d'octobre 1956 au tout début de l'année 1957 – les rumeurs allèrent bon train en URSS et dans les pays de l'Est comme quoi Nikita Khrouchtchev allait être remplacé.

Il apparut toutefois clairement qu'à partir de février 1957, il a regagné ses positions acquises, comme en témoignaient les apparitions publiques nombreuses et les différents programmes de l'économie soviétique auxquels il se voyait associé.

La clef fut la session du Comité Central de décembre 1956. Deux tendances y apparurent : celle considérant qu'il fallait en revenir au réalisme et arrêter d'imaginer un tempo incroyable amenant au dépassement du niveau américain à court terme, et celle s'appuyant sur le Parti et l'armée considérant qu'il y avait une incapacité ou une obstruction des hauts cadres de l'industrie.

Le résultat fut une alliance temporaire des deux : d'un côté il fut officiellement affirmé que l'administration de l'économie allait réétudier le plan quinquennal pour éventuellement le réviser (à la baisse), de l'autre de manière non officielle il fut décidé d'étudier les problèmes internes d'organisation de l'administration de l'économie.

Début février 1957, Mikhaïl Pervukhine présenta ainsi le plan pour l'année en cours, qui prévoyait 7,7 % de croissance et non plus 10,8 %. Parallèlement, il fut décidé de procéder à une coordination accrue entre les régions et par conséquent une décentralisation significative de la planification ; cela fut validé par le Plénum de la mi-février.

Cela signifie que Nikita Khrouchtchev avait réussi à neutraliser l'appareil économique au prix d'un compromis sur l'intensité de la production, tout en réussissant à briser en particulier l'appareil de planification, sous prétexte de la moderniser dans le cadre de « l'édification du communisme ». Cette tendance allait massivement se renforcer par la suite, avec la mise en concurrence des entreprises encadrées désormais par un nouveau type de « plan ».

Tout cela fut considéré comme allant trop loin par des forces parfois ayant épaulé Nikita Khrouchtchev jusque-là. Un front se forma par conséquent autour de Georgi Malenkov, Vyatislav Molotov et Lazare Kaganovitch, épaulés de Nicolai Boulganine, Kliment Vorochilov, ainsi que de Dimitrii Shepilov, lui-même trouvant trop risqué la ligne de Nikita Khrouchtchev qu'il avait appuyé pourtant de bout en bout.

L'objectif de ce bloc ne fut pas de lancer une bataille idéologique dans le Parti, mais de simplement conquérir la majorité au Présidium, afin de démettre Nikita Khrouchtchev. On voit ici que sur le plan des mentalités et de la conscience, on reste totalement bloqué à l'horizon établi par le XIXe congrès et que la question de la sécurité d'État est considérée comme réglée.

En pratique, tout le monde a accepté la thèse de 1952 comme quoi l'URSS rentrait dans une étape entièrement nouvelle et part de cette base. La construction du socialisme était terminée, et donc le rôle de Staline également ; il s'agissait simplement de gérer au mieux les forces productives. Aucun opposant à Nikita Khrouchtchev ne sort de ce cadre conceptuel après la liquidation de l'appareil de sécurité d'État.

Le bloc autour de Georgi Malenkov, Vyatislav Molotov et Lazare Kaganovitch s'imaginait donc qu'il allait procéder à une correction du cours – peut-être à une rectification, il n'y a aucune clarté à ce sujet. Mais dans tous les cas, il ne considérait pas que l'ensemble du processus en cours était

contre-révolutionnaire au sens strict.

La tentative du « groupe anti-Parti » de renverser Nikita Khrouchtchev

Le bloc autour de Georgi Malenkov, Vyatislav Molotov et Lazare Kaganovitch, avec Nicolaï Boulganine comme principal soutien, ne comprenait pas le caractère erroné du XIXe congrès et par conséquent considérait qu'il fallait simplement mettre de côté une ligne erronée.

Leur démarche fut pour cette raison entièrement machiavélique, sans proposition idéologique ni appel aux masses. L'organisation d'une réunion du Présidium du 18 juin 1957 fut ainsi choisi car les partisans de Nikita Khrouchtchev étaient loin pour beaucoup : Mikhaïl Souslov était en vacances depuis le 19 mai, Alexeï Kirichenko était à une session du Comité Central du Parti d'Ukraine, Maksim Sabourov (dont le positionnement était ambigu mais finalement anti-Khrouchtchev) avait une réunion du CEMA à Varsovie.

Du côté des candidats devant également être présents à la réunion, Frol Kozlov était à Leningrad pour le 250^e anniversaire de la ville, Nuritdin Mukhitdinov devait a priori être en Ouzbékistan, Nicolaï Shvernik devait participer à des célébrations à Oufa.

Nicolaï Boulganine et Nikita Khrouchtchev revinrent d'un séjour officiel en Finlande du 6 au 14 juin et à leur arrivée, Georgi Malenkov demanda la réunion du Présidium pour décider de qui participerait finalement aux célébrations à Leningrad le 22 juin. Il fut convenu du 18 juin.

Dès le départ, le droit de présider la réunion fut dénié à Nikita Khrouchtchev, qui fut remplacé par Georgi Malenkov pour ce rôle et qui commença la dénonciation des activités, depuis 1955, menées par le secrétaire du Comité Central du PCUS.

Vyatislav Molotov qualifia Nikita Khrouchtchev de « démagogue sans aucune base idéologique » ; l'accusation générale était qu'il avait « une approche purement pragmatique », qu'il cherchait « à placer l'économie au-dessus de la politique ».

Nikita Khrouchtchev refusa cependant de démissionner de son poste et le bloc opposé à lui refusa d'employer la force.

Les quelques heures de perdues permirent une mobilisation générale des partisans de Nikita Khrouchtchev au sein du Comité Central, qui se précipitèrent de tout le pays et même de l'étranger pour intervenir en sa faveur. La première chose qu'ils firent, pour gagner du temps, fut d'envoyer une pétition à la réunion du Présidium, exigeant que celui-ci lui passe la main.

Le bloc des opposants chercha à louvoyer – en demandant la démission de Nikita Khrouchtchev comme préalable, etc. - mais il dut se rendre à l'évidence et plia face à l'initiative de tenir une session du Comité Central.

Celle-ci ouvrit le 22 juin, avec 309 personnes en comptant les candidats. Elle dura huit jours.

Il est frappant que le bloc des opposants, ayant limité son combat au Présidium, n'avait rien prévu pour la bataille du Comité Central – peut-être pensaient-ils que de toutes façons, elle était perdue d'avance puisque ses membres étaient nouveaux, liés à Nikita Khrouchtchev, etc.

De toutes manières, le bloc lui-même se délita immédiatement, l'opportunisme gagnant la plupart. Au final, il resta au centre de la problématique seulement Vyatislav Molotov et Lazare Kaganovitch, ainsi que Georgi Malenkov, puis finalement Vyatislav Molotov seulement.

Il fut le seul membre du Comité Central à ne pas voter, le 29 juin, sa propre exclusion de cet organisme, ainsi que celle de Lazare Kaganovitch, Georgi Malenkov et Dimitrii Shepilov. Kliment Vorochilov et Nicolaï Boulganine restèrent par contre membres du Présidium, avec un blâme non rendu public.

Nicolaï Boulganine dut finalement faire face à l'offensive contre lui de Nikita Khrouchtchev en décembre 1958, tout comme Maksim Sabourov et Mikhaïl Pervukhine en février 1959, et finalement Kliment Vorochilov en octobre 1961.

L'expulsion du « groupe anti-parti »

Le Comité Central du PCUS se réunit en session du 22 au 29 juin 1957, pour considérer la « question du groupe anti-parti de Malenkov, Kaganovitch et Molotov qui s'est formé au sein du Présidium du Comité Central du Parti ».

Le bilan de la session est que le « groupe anti-parti » s'est formé à la suite du XXe congrès du PCUS pour en contrer les décisions, mais qu'en fait déjà auparavant ses membres cherchaient à s'opposer à la tendance s'affirmant, principalement la coexistence pacifique.

Le bilan de la session explique que Georgi Malenkov, Lazare Kaganovitch et Vyatislav Molotov cherchaient à contrer la réorganisation de l'industrie et de l'agriculture, s'opposant ainsi à la croissance nécessaire. Mieux encore :

« Les camarades Malenkov, Kaganovitch et Molotov s'opposaient de manière véhémente aux mesures prises par le Comité Central et l'ensemble du Parti pour éliminer les conséquences du culte du dirigeant individuel, pour éliminer les violations de la loi révolutionnaire qui se sont produites et pour créer des conditions ôtant le sol à cela. »

Selon le bilan de la session, toute l'URSS soutiendrait le XXe congrès ; Malenkov, Kaganovitch et Molotov seraient restés « sourds à ce mouvement créatif des masses ».

C'est principalement Vyatislav Molotov qui est visé, Lazare Kaganovitch étant considéré comme pratiquement équivalent dans son opposition, Georgi Malenkov étant moins impliqué mais engagé dans le même esprit :

« Le camarade Molotov a formé des obstacles à la conclusion du traité d'État avec l'Autriche et à l'amélioration des relations avec cet État situé au centre de l'Europe. La conclusion du traité avec l'Autriche revêt une grande importance pour la réduction de la

tension internationale générale. Il était également opposé à la normalisation des relations avec le Japon, alors que cette normalisation a joué un rôle important dans le relâchement des tensions internationales en Extrême-Orient.

Il s'est opposé aux propositions fondamentales élaborées par le Parti sur la possibilité de prévenir les guerres dans les conditions actuelles, sur la possibilité de passer différemment au socialisme dans différents pays, sur la nécessité de renforcer les contacts entre le Parti communiste d'Union soviétique et les partis progressistes de pays étrangers.

Le camarade Molotov s'est opposé à plusieurs reprises aux nouvelles mesures nécessaires du gouvernement soviétique en matière de défense de la paix et de sécurité des peuples. Il a notamment nié l'opportunité d'établir des contacts personnels entre les dirigeants de l'URSS et les hommes d'État d'autres pays, ce qui est essentiel pour parvenir à la compréhension mutuelle et améliorer les relations internationales.

Sur nombre des questions ci-dessus, l'avis du camarade Molotov a été appuyé par le camarade Kaganovich et, dans un certain nombre de cas, par le camarade Malenkov (...).

Ce qui sous-tend la position des camarades Malenkov, Kaganovich et Molotov - qui est en contradiction avec la ligne du parti - est le fait qu'ils étaient et sont toujours enchaînés par de vieilles notions et méthodes, qu'ils sont devenus séparés de la vie du parti et du pays et ne voient pas les nouvelles conditions, la nouvelle situation, qu'ils adoptent une attitude conservatrice et s'attachent obstinément à des formes et des méthodes de travail obsolètes qui ne correspondent plus aux intérêts du mouvement vers le communisme, rejetant ainsi ce qui est engendré par la vie et découle des intérêts du développement de la société soviétique, des intérêts de tout le camp socialiste (...).

Tant dans les questions intérieures que dans les questions de politique étrangère, ils sont sectaires et dogmatiques et utilisent une approche scolastique et inerte du marxisme-léninisme.

Ils ne réalisent pas que, dans les conditions actuelles, le marxisme-léninisme en action et la lutte pour le communisme se manifestent dans la mise en œuvre des décisions du XXe Congrès du Parti, dans la poursuite persistante de la politique de la coexistence pacifique, de la lutte pour l'amitié entre les peuples et la politique de consolidation de part en part du camp socialiste, dans la gestion industrielle améliorée, dans la lutte pour le progrès global de l'agriculture, pour l'abondance de produits alimentaires, pour la construction de logements à grande échelle, pour l'élargissement des pouvoirs des républiques fédérées, pour l'épanouissement des cultures nationales, pour le développement général de l'initiative des masses. »

Toute l'argumentation profitait de la thèse de la nouvelle période censée avoir commencé en 1952. Le XXe congrès avait été la réalisation révisionniste des erreurs fondamentales du XIXe congrès de 1952.

L'écrasement du « groupe anti-parti » marquait la fin de cette séquence.